DES SOLUTIONS FACE À LA CRISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

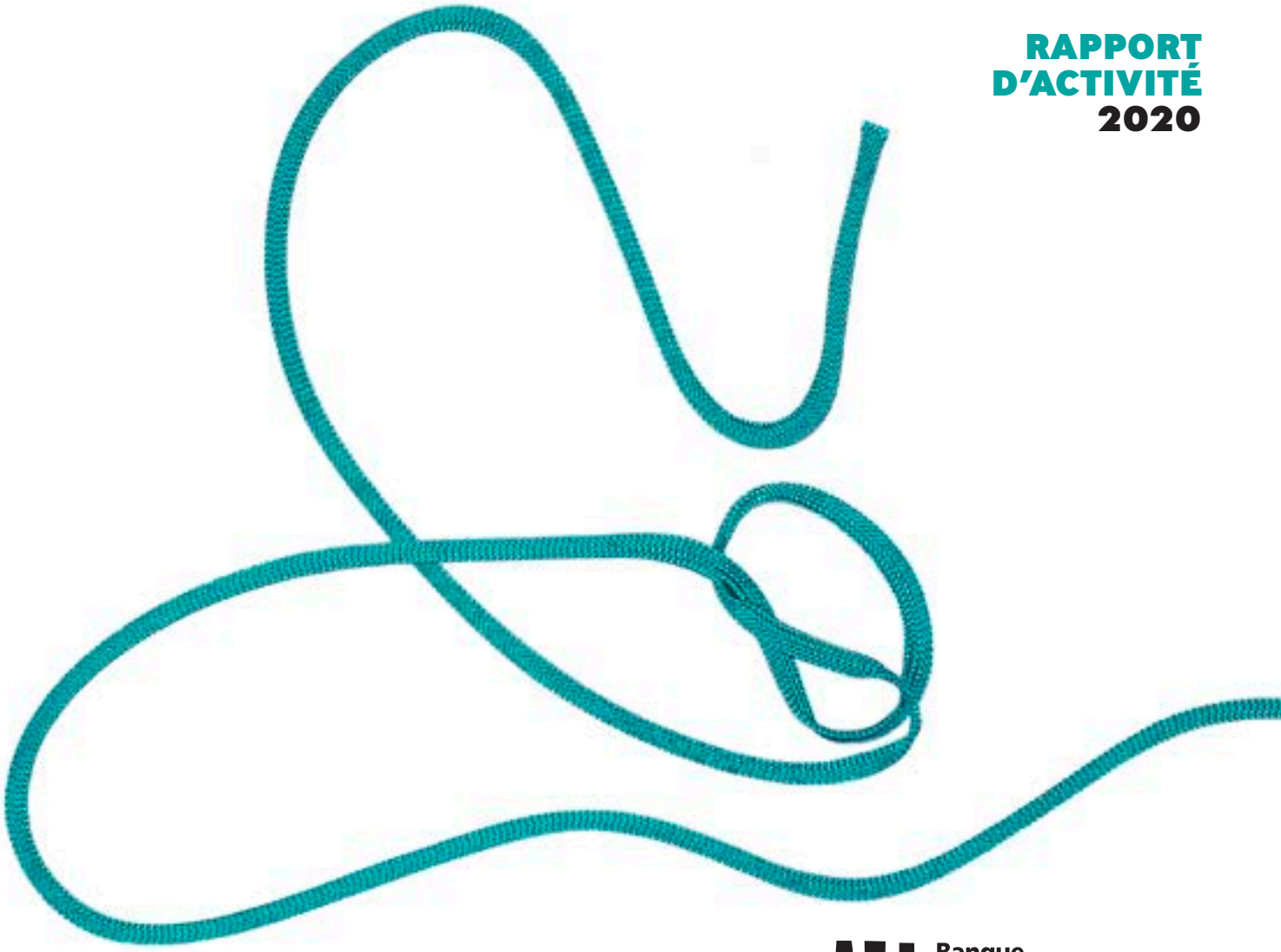
Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

DES SOLUTIONS FACE À LA CRISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020



Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Rapport d'activité 2020 de la Banque européenne d'investissement

© Banque européenne d'investissement, 2021.
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
info@eib.org
www.eib.org
twitter.com/eib
facebook.com/EuropeanInvestmentBank
youtube.com/EIBtheEUbank

Tous droits réservés.
Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org
Vous pouvez également écrire à l'adresse : info@eib.org. Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse www.eib.org/sign-up

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier Munken Polar, bouffant 1.13, FSC® Mix blanc.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres.
Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique.

Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

Imprimé par : Imprimerie Centrale

print: QH-BF-21-001-FR-C ISBN 978-92-861-4893-4 ISSN 2599-6649 doi:10.2867/645605
pdf: QH-BF-21-001-FR-N ISBN 978-92-861-4868-2 ISSN 2599-6878 doi:10.2867/77331

FSC www.fsc.org MIXTE Issu de sources responsables FSC® C103749

COMMENT LIRE LE PRÉSENT RAPPORT

Il y a urgence à remédier aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, mais la relance doit revêtir une dimension écologique et une dimension d'équité pour les populations des pays en développement. **LE PRÉSENT RAPPORT MET EN LUMIÈRE LES MESURES D'URGENCE PRISES PAR LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI) FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN 2020, AINSI QUE LES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DU CLIMAT, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT GRÂCE AUXQUELS ELLE FAVORISERA UN RETOUR DURABLE À LA CROISSANCE.**

TROIS SECTIONS THÉMATIQUES CONSTITUENT LA PARTIE CENTRALE DU RAPPORT et portent sur certaines des solutions mises en place par la Banque face à la crise liée à la pandémie de COVID-19, à la dégradation du climat et de l'environnement et à l'impératif de développement durable. Ces sections intitulées « Des solutions » présentent en premier lieu des points de vue issus de l'ensemble de la Banque ; des membres du personnel clés expliquent comment la BEI a fait face à une année de crises et jeté les bases de l'innovation et de la croissance futures. Les récits qui succèdent à ces points de vue ont vocation à faire connaître l'activité de la Banque dans les secteurs de l'innovation, des infrastructures, des PME ainsi que du climat et de l'environnement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union européenne (UE).

LE RESTE DU RAPPORT RELATE LE CONTEXTE DANS LEQUEL CES SOLUTIONS SONT APPLIQUÉES. Votre lecture vous mènera de la réflexion stratégique dans l'avant-propos du président jusqu'aux données sur les prêts et les emprunts de la Banque, en passant par un aperçu de l'année à venir dans les faits marquants du Plan d'activité du Groupe.

LE RAPPORT DÉCLINE L'HISTOIRE D'UNE INSTITUTION FINANCIÈRE QUI S'ENGAGE À TOUS LES NIVEAUX – DU SOUTIEN EN FAVEUR DES MICROCRÉDITS AUX PROGRAMMES MULTILATÉRAUX DE DÉVELOPPEMENT – POUR TROUVER DES SOLUTIONS AUX CRISES AU SEIN DESQUELLES NOUS ÉVOLUONS.

SOMMAIRE

3 **COMMENT LIRE LE PRÉSENT RAPPORT**

6 **AVANT-PROPOS** UN GAGE DES RÉSULTATS CONCRETS DE L'EUROPE

8 **FAITS MARQUANTS DE 2020** ACTIVITÉ DE PRÊT ET DONNÉES SUR L'IMPACT

10 **L'ACTIVITÉ DU GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS** VENTILATION DE L'ACTIVITÉ DE PRÊT PAR PAYS

12 **L'ACTIVITÉ DU FEIS DANS VOTRE PAYS** VENTILATION DE L'ACTIVITÉ DU FONDS EUROPÉEN POUR LES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES PAR PAYS

14 **L'ACTIVITÉ DE LA BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE** ACTIVITÉ DE PRÊT EN DEHORS DE L'UNION EUROPÉENNE

16 **DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 :** LA BEI AU RENDEZ-VOUS

- 18 UNE RÉPONSE RAPIDE : LE FONDS DE GARANTIE PANEUROPÉEN
- 20 DÉPISTER, TRAITER, VACCINER : DES INVESTISSEMENTS CLÉS – DIAGNOSTICS, VACCINS, THÉRAPIES – EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19
- 24 « UNE MANNE PRÉCIEUSE » : UN SOUTIEN EN FAVEUR DES PETITES ENTREPRISES ITALIENNES FRAGILISÉES PAR LA CRISE LIÉE À LA PANDÉMIE DE COVID-19
- 26 UN BALLON D'OXYGÈNE POUR LE NORD DE L'ESPAGNE : UN SOUTIEN EN FAVEUR DES PETITES ENTREPRISES ESPAGNOLES FRAGILISÉES PAR LA CRISE LIÉE À LA PANDÉMIE DE COVID-19
- 28 RETOUR AUX FONDAMENTAUX : DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ EN HONGRIE ET EN TCHÉQUIE

30 **DES SOLUTIONS FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE :** NOS EXPERTS ANALYSENT L'ENJEU

- 32 UN PLAN POUR LA PLANÈTE : LA FEUILLE DE ROUTE DU GROUPE BEI DANS SON RÔLE DE BANQUE DU CLIMAT
- 34 SANS LE MOINDRE SOUFFLE DE VENT : DES BATTERIES INNOVANTES POUR VOTRE DOMICILE ET VOTRE VOITURE EN SUÈDE
- 36 CE QUE LES MONTY PYTHON IGNORAIENT DES LUPINS : UN FONDS AXÉ SUR LA BIOÉCONOMIE CIRCULAIRE
- 37 ESPACE ET DURABILITÉ : DES DONNÉES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES TECHNOLOGIES DU « NOUVEL ESPACE » EN ITALIE
- 38 ACIER ÉCOLOGIQUE, ACIER CIRCULAIRE : DÉCARBONATION DE L'ACIER ET BIOCARBURANT EN BELGIQUE
- 40 DES SECRETS À RÉVÉLER : COMPRENDRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES CATASTROPHES NATURELLES EN GRÈCE
- 42 UN PROJET DE VIE POUR LA VILLE : REPENSER L'AMÉNAGEMENT URBAIN À BARCELONE
- 43 LE PACTE VERT EN ACTION : UN COUP DE POUCE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES EN POLOGNE

44 **DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT :** VUE D'ENSEMBLE

- 46 UN SOULAGEMENT RAPIDE : LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE SYSTÈME DE SANTÉ MAROCAIN
- 49 SAUVONS LES RÊVES DES JEUNES : DANS LES SALLES DE CLASSE AU MAROC ET EN TUNISIE
- 50 SOLIDARITÉ DANS LE DOMAINE DES VACCINS : UN ACCÈS ÉQUITABLE AU VACCIN ANTI-COVID-19 POUR L'AFRIQUE
- 53 L'AUTRE MENACE INFECTIEUSE : UN VACCIN CONTRE LA TUBERCULOSE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
- 55 UN FROMAGE GÉORGIEN À LA SAVEUR SUISSE : UN FINANCEMENT DE L'UE EN FAVEUR D'UN PAYS VOISIN DE L'EST
- 56 LES ENFANTS DU NUMÉRIQUE : LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DES ÉCOLES SERBES

58 **L'ORIGINE DES FONDS DE LA BEI**

60 **FAITS MARQUANTS DU PLAN D'ACTIVITÉ DU GROUPE ET GOUVERNANCE**

62 **ET MAINTENANT ?** LES ANTICIPATIONS D'EXPERTS DE LA BEI POUR LEUR SECTEUR OU LEUR MARCHÉ EN 2021

AVANT-PROPOS
UN GAGE DES RÉSULTATS CONCRETS DE L'EUROPE

Face au défi immédiat de la pandémie de COVID-19, la Banque européenne d'investissement a agi de manière résolue pour protéger l'emploi, soutenir les industries touchées par la crise et aider à absorber les chocs économiques les plus violents. Nous n'avons pas pour autant dérogé à notre engagement dans la lutte à long terme contre la menace que représentent les changements climatiques. Nous avons mis à profit notre expérience et notre savoir-faire pour intégrer nos objectifs climatiques au filet de sécurité que nous avons conçu face à la pandémie. Personne n'a intérêt à une simple reconstruction. Avec le soutien de la BEI, l'Europe et le reste du monde peuvent reconstruire en mieux.

En 2020, nous avons ciblé la lutte contre le coronavirus proprement dite, en finançant des entreprises qui mènent des activités de recherche dans les domaines des tests, des traitements et des vaccins, notamment BioNTech en Allemagne, qui a mis au point le premier vaccin approuvé. Nos financements ont soutenu les systèmes de santé des pays de l'Union européenne et appuyé la mise au point de technologies clés en vue de limiter la durée de la pandémie. En réponse aux conséquences économiques de la pandémie, nous avons pris une série de mesures immédiates visant à injecter des liquidités dans l'économie, au bénéfice en particulier des petites entreprises, tout en élaborant un dispositif plus complet, le Fonds de garantie paneuropéen.

Contrairement aux chocs antérieurs, cette crise a pris naissance dans l'économie réelle, et non dans les secteurs financier ou souverain. D'un coup, des millions d'entreprises parfaitement saines ont été confrontées à des problèmes de trésorerie sous l'effet de mesures de confinement. En soutenant les investissements dans l'économie réelle, le Fonds de garantie paneuropéen contribue déjà à faire en sorte que les entreprises saines (et les emplois qu'elles pourvoient) soient préservées et que les problèmes qu'elles rencontrent ne se propagent pas au secteur bancaire et, partant, aux bilans du secteur public.

Première institution financière multilatérale à long terme au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts, la BEI a pris toutes ces mesures en accordant une attention particulière aux conséquences de ses investissements face aux défis qui persisteront après la pandémie de COVID-19. Et son action s'est inscrite dans une perspective mondiale. Nous soutenons des investissements durables et verts et, tout en ripostant à la pandémie, nous jetons les bases de la lutte contre les changements climatiques pour une décennie cruciale. Nous avons établi un partenariat avec d'autres institutions multilatérales et des investisseurs pour faire en sorte qu'une solution visant à enrayer la pandémie de COVID-19 soit également partagée avec les pays en développement. À cet égard, nous avons approuvé un prêt de 400 millions d'euros en faveur de COVAX, une initiative mondiale promouvant l'égalité d'accès à un vaccin dans les pays en développement. L'opération nous a permis non seulement de remplir notre responsabilité morale, mais également d'apporter une contribution essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

Dans le domaine du développement aussi, nous devons respecter un équilibre entre la volonté de créer des emplois et de la croissance et une solide stratégie en matière d'investissements pour le climat. En effet, notre action en faveur du climat dans l'UE n'arrêtera pas à elle seule le réchauffement de la planète puisque 90 % des émissions sont générés en dehors de l'Union européenne. Si la demande énergétique qui va en augmentant en Afrique, par exemple, est satisfaite par des centrales à charbon et à gaz, nos ambitions dans le domaine du climat partiront littéralement en fumée.

Une répartition équitable des investissements ne repose pas seulement sur une distinction Nord-Sud à l'échelle de la planète. La convergence régionale au sein de l'Union européenne a marqué le pas au cours des dernières années, notamment entre les zones urbaines et les zones rurales. Nous devons nous assurer que la pandémie de COVID-19 n'accentue pas cet écart. À l'image de notre action face à la crise sanitaire et aux changements climatiques, nos investissements en faveur de la cohésion visent à allier gains économiques immédiats et développement durable sur le long terme. La « transition juste », qui aide les régions à abandonner des industries

> **“La BEI est aujourd’hui la première banque multilatérale de développement à dépenser zéro euro dans tout ce qui génère des incidences négatives sur le climat.”**

polluantes, est également tout à fait pertinente pour le marché. Le bilan du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), le pilier financier du Plan d’investissement pour l’Europe, mérite que l’on s’y attarde. Le plan s’est achevé en 2020 par un résultat probant, avec plus de 500 milliards d’euros d’investissements soutenus en cinq ans. Le FEIS est entièrement axé sur la demande du marché, mais les cinq principaux pays bénéficiaires des prêts de la BEI couverts par la garantie du FEIS, au regard de leur PIB, sont l’Estonie, la Grèce, la Bulgarie, le Portugal et la Lettonie. Sur dix opérations de la BEI au titre du FEIS, quatre sont situées dans des régions relevant de la cohésion. Lorsque notre soutien leur en offrait l’occasion, les régions de la cohésion ont présenté des projets susceptibles d’être financés. Le FEIS a mobilisé dans toute l’Europe des investissements qui auraient été trop risqués sans son appui. Il montre comment des investissements du secteur privé peuvent être soutenus par des niveaux de dépenses publiques relativement faibles. Cet enseignement est d’importance pour une transition juste et sera repris avec profit dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience, le programme de relance de l’Union européenne pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19.

En 2020, la décennie cruciale qui s’annonce pour le climat est restée au cœur de nos préoccupations. Notre Feuille de route de la banque du climat, approuvée par le Conseil d’administration de la BEI en novembre, définit tous les paramètres complexes de notre action en faveur du climat pour 2021-2025. Ce document novateur met en lumière notre engagement d’aligner l’ensemble de nos activités sur les objectifs de l’accord de Paris. La BEI est aujourd’hui la première banque multilatérale de développement à dépenser zéro euro dans tout ce qui génère des incidences négatives sur le climat. La BEI est la banque européenne du climat, et le présent rapport d’activité illustre majoritairement son action pour lutter contre le réchauffement de la planète.

L’innovation est un élément clé pour concrétiser nos ambitions dans le domaine de l’action en faveur du climat. Nous ne pouvons pas nous appuyer sur les modèles économiques actuels pour opérer les fortes réductions d’émissions nécessaires à la réalisation des objectifs de l’accord de Paris. Il nous faut intensifier considérablement le recours aux technologies actuelles ayant trait aux énergies renouvelables et à l’efficacité énergétique, ainsi que le développement de nouvelles technologies pour le climat. Néanmoins, toute crise économique nuit à l’investissement dans les nouvelles technologies, qui est perçu comme risqué et non essentiel. Un ralentissement de l’innovation ne pouvait tomber à un plus mauvais moment. Plus que jamais, l’Europe et le reste du monde ont besoin de l’apport des technologies qui a pour effet de rompre avec le statu quo et d’accélérer la croissance de manière exponentielle.

À la BEI, nous faisons notre part pour maintenir le niveau des investissements dans l’innovation. En apportant des financements à long terme et en atténuant le risque d’investissement, nous promouvons un environnement de marché plus prévisible propice aux technologies nouvelles et durables. Notre succès ne se mesure pas à l’aune des volumes de fonds que nous prêtons. Nous cherchons à produire un impact, à contribuer aux changements structurels nécessaires à l’économie européenne et à faire progresser la prospérité et la sécurité des citoyens ordinaires dans le monde entier. La Banque européenne d’investissement témoigne là des résultats concrets de l’Europe.

Werner Hoyer

FAITS MARQUANTS DE 2020

GROUPE BEI

TOTAL DES SIGNATURES COVID-19	25,5 Mrd EUR

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

L'ACTIVITÉ EN 2020

PROJETS APPROUVÉS	**82,8 Mrd EUR**
Union européenne	69,8 Mrd EUR
Hors UE	13 Mrd EUR
SIGNATURES	**66,1 Mrd EUR**
Union européenne	56,8 Mrd EUR
Hors UE	9,3 Mrd EUR
DÉCAISSEMENTS	**57,8 Mrd EUR**
Union européenne	51,6 Mrd EUR
Hors UE	6,2 Mrd EUR
RESSOURCES COLLECTÉES (AVANT CONTRATS D'ÉCHANGE)	**70 Mrd EUR**
Monnaies principales (EUR, GBP, USD)	63 Mrd EUR
Autres monnaies	7 Mrd EUR

Impact des opérations de la BEI

425 000	Nombre de PME et d'ETI soutenues*
4,2 millions	Nombre d'emplois soutenus dans des PME ou ETI*
10 100 MW dont 83 % à partir de sources renouvelables	Capacité de production d'électricité
29 100 km	Lignes électriques construites ou remises en état
8,6 millions	Foyers pouvant être alimentés en électricité
7 millions	Compteurs d'énergie intelligents installés

*Il s'agit du nombre d'employés dans des PME ou des ETI qui ont bénéficié d'un financement BEI en 2020 et du nombre d'employés dans des PME qui ont reçu un financement du FEI entre octobre 2019 et septembre 2020.

Le Fonds européen d'investissement (FEI), qui fait partie du Groupe BEI, est spécialisé dans le capital-risque à l'appui des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. Il encourage la croissance et l'innovation en Europe. Le FEI met à disposition des financements et son savoir-faire pour des opérations d'investissement et de garantie solides et viables. Il a pour actionnaires la BEI, la Commission européenne, ainsi que des banques et établissements financiers publics et privés.

FONDS EUROPÉEN D'INVESTISSEMENT
L'ACTIVITÉ EN 2020

SIGNATURES	**12,9 Mrd EUR**
Apports de fonds propres	3,6 Mrd EUR
Garanties	9,1 Mrd EUR
Microfinance	0,2 Mrd EUR

65 900
Ménages vivant dans des logements sociaux et intermédiaires neufs ou rénovés

280 millions
Nombre de personnes qui seront vaccinées contre le coronavirus

29,6 millions
Population ayant accès à une eau potable plus saine

1,8 million
Population moins exposée au risque d'inondation

380 millions
Trajets annuels supplémentaires en transports publics financés par la BEI

145 000 hectares
Nouvelles zones forestières plantées

Les chiffres correspondent aux résultats attendus pour de nouvelles opérations de financement signées pour la première fois en 2020, sur la base des informations disponibles à ce stade.
Toutes les données sont non auditées et provisoires.

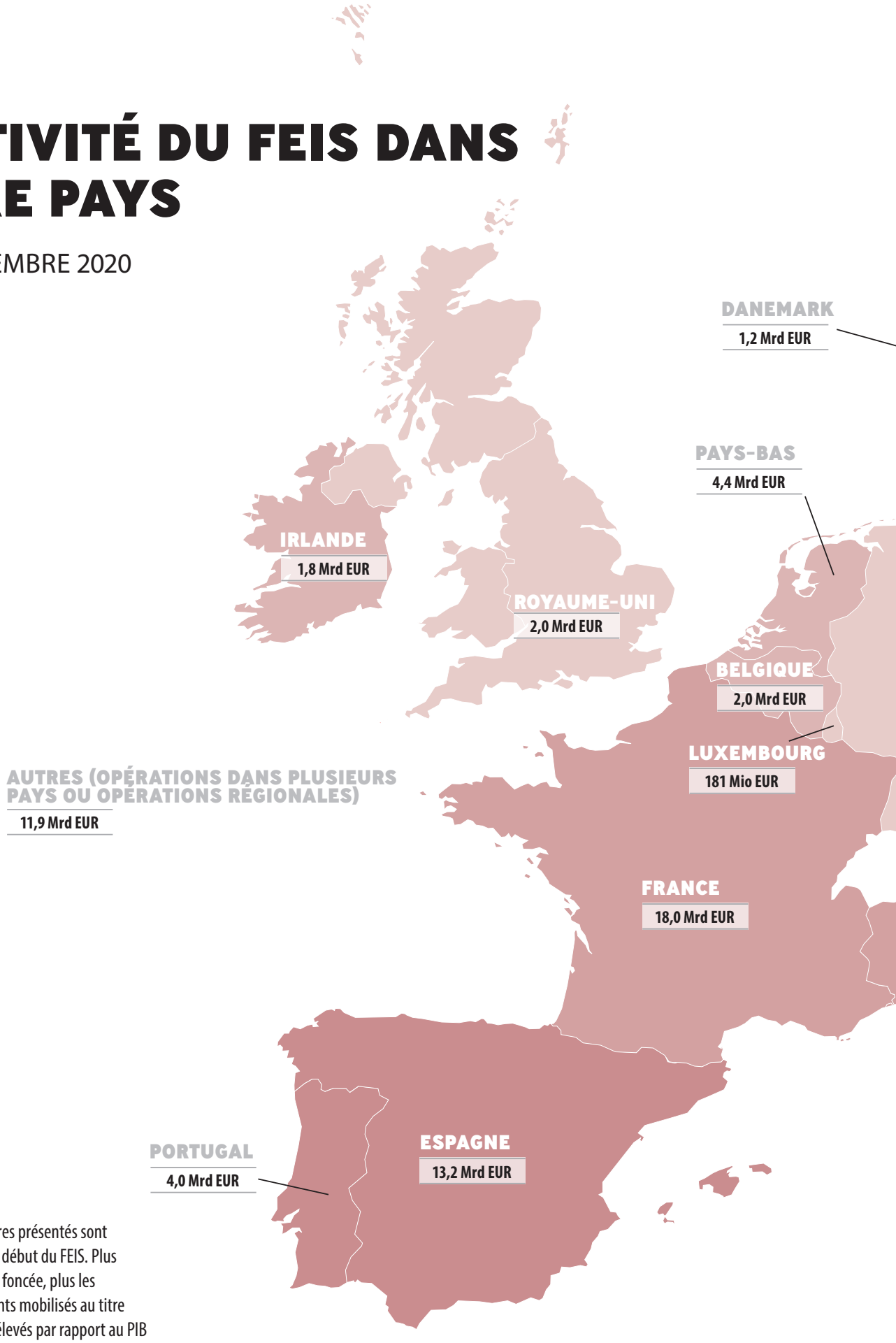
L'ACTIVITÉ DU GROUPE BEI DANS VOTRE PAYS

Les couleurs foncées représentent des investissements plus élevés en pourcentage du PIB.

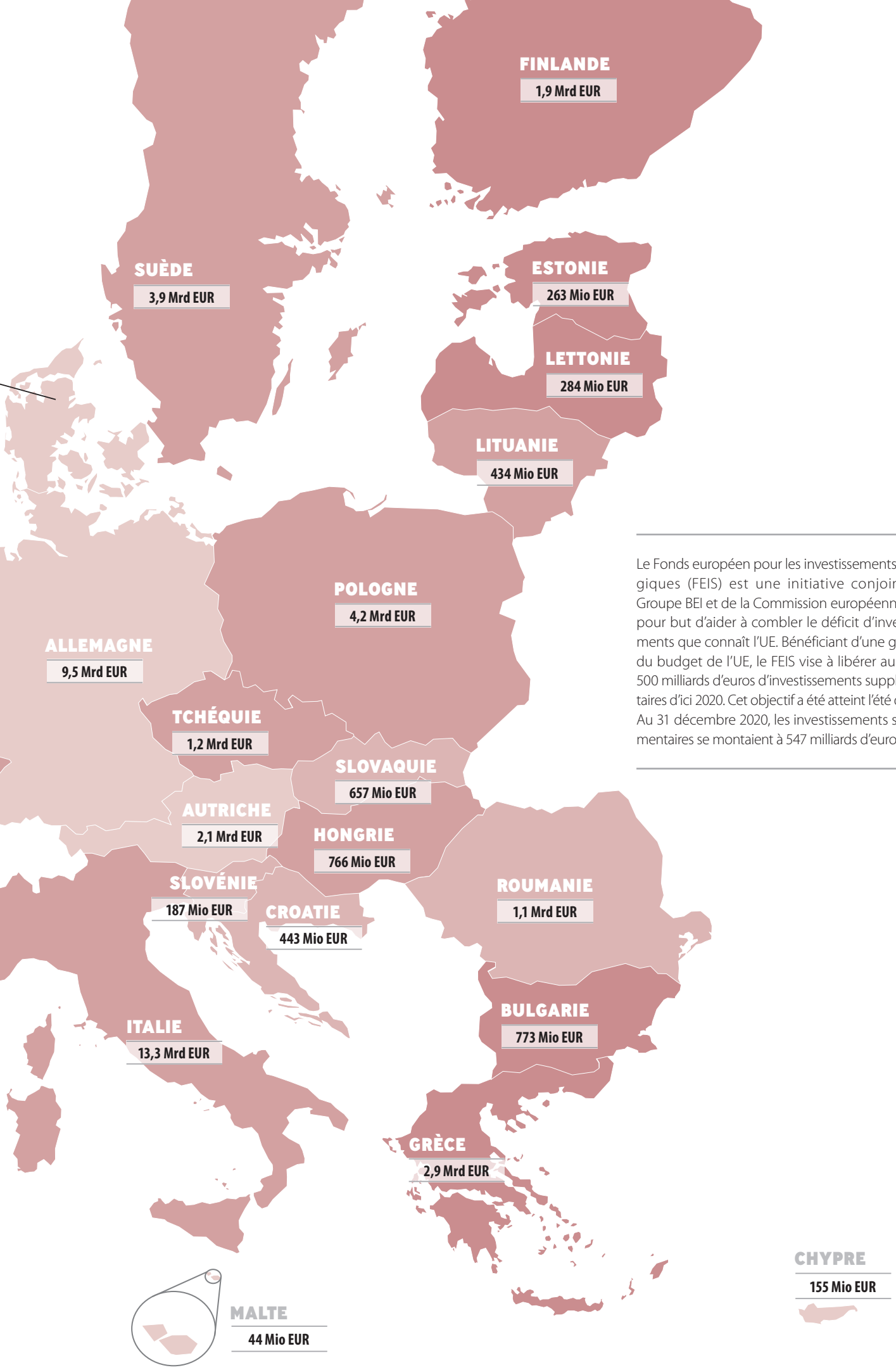
FINLANDE
1,10 Mrd EUR 0,47 % du PIB
SUÈDE
2,38 Mrd EUR 0,51 % du PIB
ESTONIE
0,67 Mrd EUR 2,48 % du PIB
LETTONIE
0,08 Mrd EUR 0,27 % du PIB
LITUANIE
0,99 Mrd EUR 2,04 % du PIB
POLOGNE
5,21 Mrd EUR 1,01 % du PIB
ALLEMAGNE
6,90 Mrd EUR 0,21 % du PIB
TCHÉQUIE
1,38 Mrd EUR 0,66 % du PIB
SLOVAQUIE
0,21 Mrd EUR 0,23 % du PIB
AUTRICHE
1,79 Mrd EUR 0,48 % du PIB
HONGRIE
0,77 Mrd EUR 0,57 % du PIB
SLOVÉNIE
0,25 Mrd EUR 0,55 % du PIB
CROATIE
0,53 Mrd EUR 1,09 % du PIB
ROUMANIE
0,81 Mrd EUR 0,38 % du PIB
ITALIE
11,92 Mrd EUR 0,73 % du PIB
BULGARIE
0,44 Mrd EUR 0,75 % du PIB
GRÈCE
2,81 Mrd EUR 1,71 % du PIB
0,24 Mrd EUR 1,16 % du PIB
CHYPRE
MALTE
0,03 Mrd EUR 0,25 % du PIB

L'ACTIVITÉ DU FEIS DANS VOTRE PAYS

AU 31 DÉCEMBRE 2020

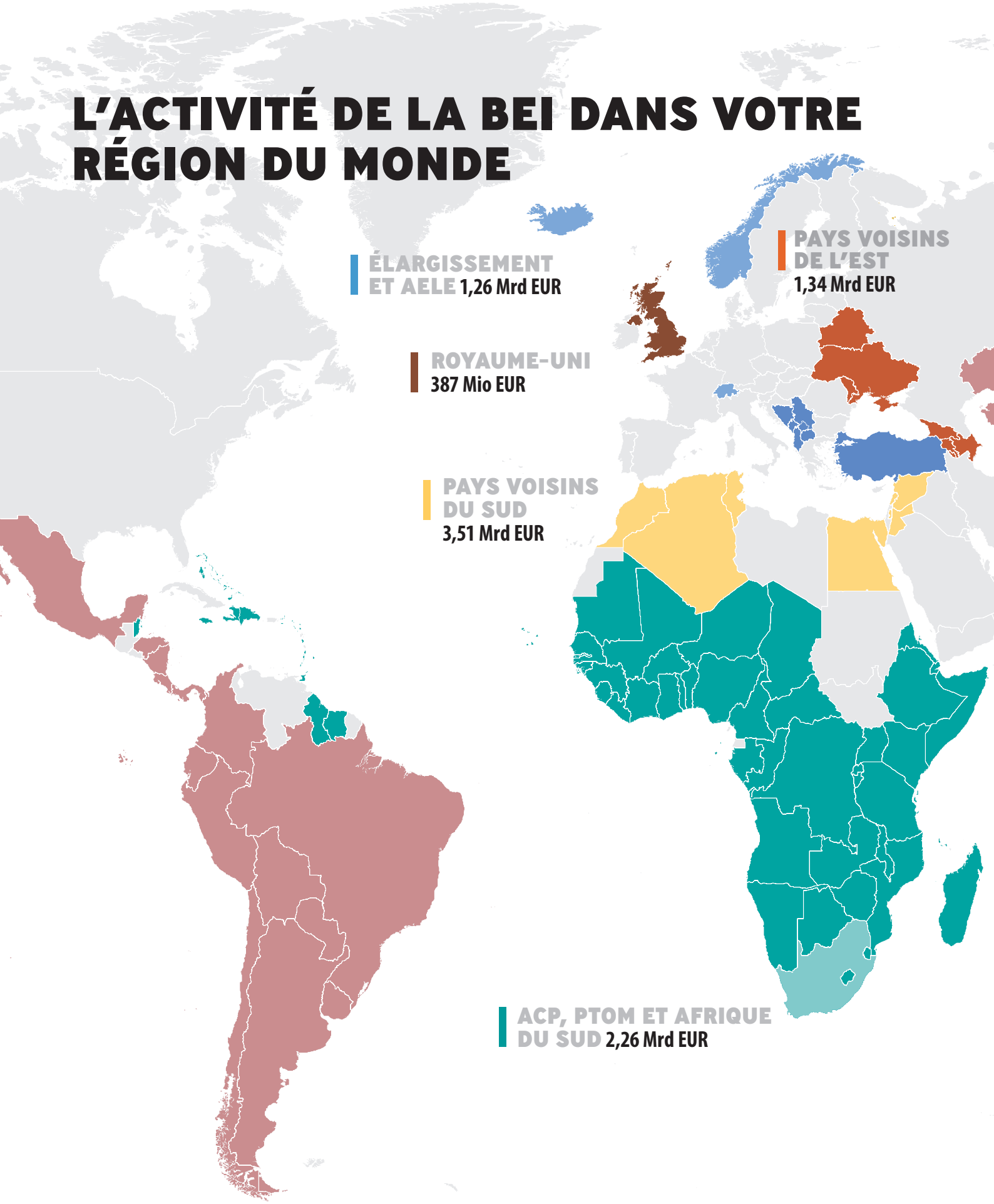


Tous les chiffres présentés sont à compter du début du FEIS. Plus la couleur est foncée, plus les investissements mobilisés au titre du FEIS sont élevés par rapport au PIB (sur la base des opérations approuvées).



Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) est une initiative conjointe du Groupe BEI et de la Commission européenne qui a pour but d'aider à combler le déficit d'investissements que connaît l'UE. Bénéficiant d'une garantie du budget de l'UE, le FEIS vise à libérer au moins 500 milliards d'euros d'investissements supplémentaires d'ici 2020. Cet objectif a été atteint l'été dernier. Au 31 décembre 2020, les investissements supplémentaires se montaient à 547 milliards d'euros.

L'ACTIVITÉ DE LA BEI DANS VOTRE RÉGION DU MONDE



ASIE, ASIE CENTRALE ET AMÉRIQUE LATINE 1,47 Mrd EUR

AELE : Association européenne de libre-échange
ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
PTOM : pays et territoires d'outre-mer

La Banque européenne d'investissement ne reconnaît ni n'accepte ni ne juge le statut juridique des territoires, frontières, couleurs, dénominations ou informations, quels qu'ils soient, représentés sur cette carte.

À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs en faveur de la Syrie qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies.

DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

LA BEI AU RENDEZ-VOUS DE LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE

Cette pandémie doit être abordée sous tous les angles. Il est essentiel de fournir aux différents pays les moyens et les équipements nécessaires pour traiter les patients infectés, tout en permettant l'identification correcte et rapide des personnes infectées. Le vaccin offre la meilleure protection sur le long terme, mais d'importants besoins restent insatisfaits pour ce qui est des options de traitement et de l'amélioration de la situation dans les hôpitaux des pays les plus touchés.

Felicitas Riedl, cheffe de la division Sciences de la vie, direction des projets

Avec un portefeuille d'opérations de type apport direct de fonds propres d'un montant de 1,5 milliard d'euros soutenant plus de 60 entreprises européennes hautement innovantes des secteurs biotechnologique et médical, la BEI est le premier bailleur de fonds dans ces domaines en Europe. Au moment où la pandémie a touché l'Europe et le confinement a été décrété, nous avons rapidement établi des contacts au sein de notre réseau existant. Dans ce cadre, de nombreux projets « COVID-19 » ont vu le jour avec des institutions de premier plan comme l'Organisation mondiale de la Santé, la fondation Bill et Melinda Gates ou le Wellcome Trust, ainsi que de nouvelles initiatives en matière de vaccins, de traitements et d'outils de diagnostic. Nous pouvons être fiers d'avoir soutenu des projets comme celui de BioNTech, chef de file mondial de la mise au point de vaccins contre le coronavirus, et de CureVac, autre développeur de vaccins prometteur, ainsi que d'autres entreprises qui s'attaquent à cette maladie en France, en Allemagne et en Pologne.

Yu Zhang, chef de l'unité Sciences de la vie et biotechnologie, direction des opérations

La pandémie met à l'épreuve la résilience des pays, des régions, des villes et des collectivités. Nous devons rester attentifs aux défis qui se posent pour la cohésion et empêcher que les inégalités ne se creusent. Nous avons rapidement déployé un plan de soutien pour aider à répondre aux besoins de financement les plus urgents des régions et des municipalités. Conscients du rôle essentiel de ces collectivités territoriales pour atténuer les effets de la pandémie, nous avons pris des mesures exceptionnelles visant à accélérer l'approbation et le décaissement de nouveaux prêts et à permettre une utilisation plus souple ou une augmentation des montants des prêts existants. Nos équipes de conseil se sont mobilisées pour soutenir les pays et les régions dans leurs programmation et optimisation des dépenses liées à pandémie de COVID-19.

Leonard Reinard, chef de la division Développement régional, direction des projets

L'épidémie de COVID-19 constitue l'épreuve ultime de survie pour un grand nombre d'entreprises européennes à croissance rapide qui figurent dans notre réserve de projets, en ayant des répercussions directes sur leurs modèles d'entreprise ou en limitant leur accès à des financements de tiers. Nous avons dû passer rapidement à la vitesse supérieure. Notre stratégie a été simple et efficace : tout d'abord, fournir un appui immédiat et généreux aux entreprises de biotechnologie et des sciences du vivant sur le front de la lutte contre la pandémie, puis soutenir les innovations qui renforcent la résilience des économies des États membres. Dès le premier semestre de l'année, nous avons triplé le volume de nos financements directs sous forme de prêts d'amorçage-investissement au bénéfice d'entreprises de biotechnologie et de sciences du vivant. Nous avons soutenu des entreprises déployant des innovations numériques pour le traçage des contacts, les paiements mobiles et la transformation numérique de leurs modèles d'entreprise. Nous nous félicitons d'avoir réussi à obtenir un soutien suffisant de la part des États membres qui nous a même permis d'augmenter nos financements à l'appui d'entreprises innovantes dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'industrie 4.0, de la biotechnologie, des sciences du vivant et de l'efficacité énergétique.

Hristo Stoykov, chef de la division Financement de la croissance et prêts d'amorçage-investissement, direction des opérations

Nous sommes fiers d'avoir soutenu BioNTech, qui a mis au point le premier vaccin anti-COVID commercialisé. Une réussite obtenue grâce au dévouement de nos experts de la santé, qui ont travaillé jour et nuit pendant la crise afin de sélectionner les meilleurs travaux de recherche vaccinale parmi une multitude de candidats. Nous soutenons également toute une série d'autres vaccins et traitements aux résultats très prometteurs.

Christopher Hurst, directeur général, direction des projets

La crise due à la pandémie de COVID-19 a des retombées importantes sur les économies de l'UE et des pays hors Union européenne dans lesquels la BEI exerce des activités. La Banque a rapidement répondu aux besoins de liquidités de ses contreparties. Au fil de l'évolution de la crise, ce n'est plus uniquement à un besoin de liquidités que nous devons répondre. La crise est à l'origine d'un changement structurel et rend nécessaire une nouvelle réflexion approfondie, où les maîtres mots seront « intelligent », « vert » et « durable ». L'adaptation à la nouvelle normalité exige des investissements, de sorte que la question cruciale du soutien au financement de l'investissement, à la restructuration et à la transformation dépassera celle des liquidités.

Debora Revoltella, directrice du département Analyses économiques, Secrétariat général

À l'heure où les experts peinent encore à saisir l'ampleur des ravages causés par la pandémie, une chose est certaine : la reprise revêtira une dimension écologique. Toutes nos activités en faveur d'une énergie et de transports plus propres, de la décarbonation de l'industrie lourde et de l'efficacité énergétique contribuent à la réalisation de cet objectif. Nous nous efforçons de mettre au point des solutions de financement permettant de stimuler les investissements climatiques et de surmonter les principales entraves à ces derniers. Grâce à nos produits de financement thématique à impact, nous cherchons à amener le changement écologique dont l'Union européenne a besoin, car des projets emblématiques et innovants sont synonymes de progrès pour tout un secteur.

Gilles Badot, chef de la division Financements pour le climat et les infrastructures, direction des opérations

UNE RÉPONSE RAPIDE

Le Fonds de garantie paneuropéen aide les petites entreprises fragilisées par la crise due au coronavirus, après qu'un autre mécanisme de garantie a permis de mobiliser plus de 500 milliards d'euros d'investissements

Une fois la pandémie de COVID-19 maîtrisée, nos corps garderont des traces du virus auquel nous aurons survécu. Il en sera de même pour notre économie. À l'image de la solidarité dont nous faisons preuve collectivement afin de nous protéger les uns les autres par la distanciation sociale, une vaste campagne coordonnée regroupant de nombreux pays de l'UE est la meilleure trajectoire de retour à la prospérité.

Le volet principal de la réponse du Groupe Banque européenne d'investissement à la pandémie est le Fonds de garantie paneuropéen (EGF), qui vise à mettre à disposition des garanties représentant jusqu'à 25 milliards d'euros. Ces garanties sont fournies par les États membres de l'UE contributeurs, en vue de mobiliser des financements dans les pays participants d'ici à la fin de 2021. Principalement destinée à aider les petites et moyennes entreprises, cette somme soutiendra aussi, en partie, des entreprises légèrement plus grandes et des établissements du secteur de la santé, et sera acheminée sous forme de prêts, de capital-risque et de capital de croissance.

Le Fonds de garantie constitue certes une initiative de taille. Mais le Groupe BEI est convaincu qu'il est à la mesure du défi à relever. Le Groupe peut se prévaloir du succès rencontré par sa réponse à la crise précédente, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), un programme de garantie quinquennal en vigueur jusqu'à la fin de 2020 qui a largement dépassé son objectif de mobilisation de 500 milliards d'euros d'investissements. « Le niveau d'ambition visant à remuscler l'économie européenne est manifeste », déclare Wilhelm Molterer, directeur exécutif du FEIS. « Si vous voulez produire un impact d'envergure, vous devez élaborer un vaste programme et mettre tout en œuvre pour en assurer la réussite. »

L'EGF est indiscutablement à la hauteur de cette ambition. Qui plus est, son élaboration a été particulièrement rapide. « D'habitude, il faut au moins deux ans pour préparer un mandat de cette ampleur, mais nous y sommes parvenus en six mois », déclare Ioanna-Victoria Kyritsi, qui dirige la mise en œuvre de l'EGF à la Banque européenne d'investissement. « Il s'agit d'un projet incroyablement ambitieux et nouveau pour la Banque : c'est un instrument de crise. Nous nous efforçons vraiment de changer la donne pour les entités concernées dans les États membres. »

Comment fonctionne le Fonds de garantie paneuropéen ? Le fonctionnement de l'EGF présente une ressemblance avec celui du Fonds européen pour les investissements stratégiques, car il s'appuie sur une garantie du budget de l'UE permettant à la BEI de soutenir les investissements des entreprises. Sans cela, ces financements auraient pu être assortis d'un risque excessif. Le Fonds de garantie permet à la BEI d'assumer encore plus de risques. Grâce aux prêts octroyés dans le cadre du FEIS, le Groupe BEI a apporté un soutien sans précédent aux petites entreprises, partageant les risques des nouveaux financements avec des partenaires locaux dans toute l'Europe. L'EGF permet au Groupe BEI de poursuivre son action par l'intermédiaire de partenaires locaux et ainsi d'atteindre les bénéficiaires ciblés. Il est en mesure d'assumer la plupart des risques relatifs aux nouveaux prêts octroyés aux bénéficiaires ciblés, sur la base des garanties fournies par les États membres participants. L'EGF applique les mêmes conditions aux pays européens en mesure de mettre en place un solide filet de sécurité national qu'à ceux ayant des capacités plus limitées.

À l'instar du FEIS, l'EGF s'appuie sur une garantie publique afin de mobiliser un volume de financements dépassant de loin ce qui serait possible par un simple recours à des subventions publiques. Toutefois, il diffère du FEIS en ce que le concept initial est ici adapté pour répondre à une crise urgente. « Avec l'EGF, il est question de fournir des liquidités dans un contexte de crise », précise Marcus Schluechter, conseiller du directeur exécutif du FEIS. « L'idée est de permettre à des entités fondamentalement viables, subissant les répercussions économiques de la crise sanitaire, de payer leurs factures et de survivre à la tourmente actuelle de sorte à pouvoir rebondir lorsque la situation se stabilisera. »

DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

> **Le but est de soutenir un très grand nombre de petites et moyennes entreprises tous secteurs confondus.**

Mesures d'urgence

Lorsque la pandémie s'est propagée au printemps, le confinement a contraint les petites entreprises de toute l'Europe à fermer leurs portes. La première raison d'être du Fonds de garantie est de les aider, en consacrant aux PME 65 % au minimum de l'enveloppe disponible. Le Groupe BEI a également introduit une série de programmes d'urgence :

- 10 milliards d'euros de fonds de roulement supplémentaires grâce à des lignes de liquidité accordées aux banques ;
- 10 milliards d'euros de prêts aux PME via des programmes d'achat de titres adossés à des actifs ;
- 8 milliards d'euros de financements à l'aide de dispositifs de garantie permettant un déploiement immédiat ;
- 6,7 milliards d'euros de financements soutenant des projets en lien avec la pandémie de COVID-19 hors Union européenne ;
- 6 milliards d'euros de financements à l'appui d'investissements dans les infrastructures de santé et la mise au point de vaccins et de médicaments.

Les États membres de l'UE ont tous été invités à apporter une contribution proportionnelle à leur quote-part du capital de la BEI. La garantie s'élève à près de 25 milliards d'euros. « Nous voulons soutenir un très grand nombre de PME tous secteurs confondus », affirme Piotr Stolowski, qui dirige la mise en œuvre de l'EGF au sein du Fonds européen d'investissement (FEI).

L'héritage du FEIS

L'EGF relève d'une série de programmes en réponse à la pandémie de COVID-19, dans le cadre desquels la Commission européenne unit ses forces à celles des États membres de l'UE et des institutions européennes afin d'élaborer un plan urgent et massif destiné à aider les entreprises dévastées par la pandémie. Le FEIS était cependant déjà à l'œuvre, mettant rapidement à disposition des garanties portant sur des centaines de millions d'euros de financements en faveur de projets de lutte contre la pandémie, dont un montant de 100 millions d'euros appuyant le programme de recherche vaccinale COVID-19 de la société allemande BioNTech.

Initialement destiné à contrer le faible niveau d'investissement constaté après la crise financière d'il y a dix ans, le FEIS est devenu un outil souple permettant de lutter contre des chocs soudains comme la pandémie de COVID-19 ou contre une crise d'envergure comme celle provoquée par les changements climatiques. Son succès repose sur un concept qui substitue à l'utilisation d'argent public sous forme de subventions une approche de marché susceptible d'attirer des investissements privés vers des projets soutenus par la BEI, ce qui démultiplie fortement l'impact de la garantie publique initiale.

Le FEIS a dépassé son objectif affiché, à savoir appuyer 500 milliards d'euros d'investissements, six mois avant la date prévue, et cela alors même qu'il a dû s'adapter aux répercussions de la pandémie de COVID-19 sur l'économie européenne. « Nous avons pu fournir rapidement les liquidités cruciales pour soutenir les entreprises pénalisées par la pandémie et les financements destinés aux entreprises qui travaillent à la mise au point de remèdes et de vaccins », déclare Iliyana Tsanova, directrice exécutive adjointe du FEIS. « La flexibilité est la clé de la réussite. »

DÉPISTER, TRAITER, VACCINER

Des investissements clés appuient toute une gamme de solutions biotechnologiques et médicales – diagnostics, vaccins, thérapies – en réponse à la pandémie de COVID-19

La COVID-19 est une maladie sournoise. Elle circule au sein de la population et se dissimule chez des personnes asymptomatiques. Elle se déguise en simple rhume ou allergie. Si nous parvenons à la débusquer grâce à de bons tests de dépistage, à arrêter sa propagation au moyen de nouveaux vaccins et à guérir les malades à l'aide de thérapies innovantes, nous réussirons à éradiquer la pandémie.

La Banque européenne d'investissement soutient des dizaines d'entreprises qui travaillent jour et nuit pour mettre un terme à cette crise. Basée à Mayence, en Allemagne, BioNTech a pris la tête du peloton dans une course visant à relever l'un des grands défis auxquels l'humanité est confrontée, en association avec le laboratoire pharmaceutique américain Pfizer. La banque de l'UE a conclu un prêt de 100 millions d'euros avec BioNTech en juin 2020. Ce financement et d'autres également exposés dans le présent rapport bénéficient de l'appui de dispositifs tels qu'InnovFin ou le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui soutiennent des projets innovants à plus haut risque.

« La meilleure contribution que nous puissions faire à la lutte contre la pandémie de COVID-19 consiste à aider les entreprises qui mettent au point de nouveaux vaccins, traitements ou solutions de diagnostic », explique Gergely Krajcsi, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur le dossier de financement de BioNTech et d'autres opérations similaires. « Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour soutenir BioNTech, parce que, soyons réalistes, le coronavirus ne va pas disparaître tout seul. »

Dépister, stopper, soigner

Lorsque la crise a éclaté, le personnel de la Banque européenne d'investissement a choisi de travailler à la fois sur l'urgence sanitaire et sur le ralentissement économique. La Banque a réparti son soutien aux entreprises biotechnologiques et médicales selon trois grands domaines : les diagnostics, les vaccins et les thérapies. Le triple objectif visé : dépister les infections, stopper la propagation de la maladie et soigner les malades.

En avril, la Banque a approuvé un nouveau financement de 5 milliards d'euros pour soutenir des mesures urgentes dans des secteurs tels que les soins de santé et l'innovation médicale en lien avec la pandémie de COVID-19. Depuis lors, plus de 40 entreprises et projets biotechnologiques ou médicaux ont été admis à des financements de la BEI, à hauteur d'un montant total d'environ 1,2 milliard d'euros. La Banque européenne d'investissement soutient également des programmes mondiaux de distribution de vaccins anti-COVID, en particulier dans les pays en développement. Elle a approuvé un prêt de 400 millions d'euros en faveur de COVAX, une initiative mondiale soutenue par une multitude de pays, d'entreprises privées et d'organisations philanthropiques pour promouvoir l'égalité d'accès à un vaccin.

Un soutien ciblé aux entreprises pour lutter contre la crise du coronavirus

Au début de la crise, s'interrogeant sur les entreprises qui auraient besoin d'une aide supplémentaire, la Banque a passé en revue son portefeuille de prêts existants, mais s'est également intéressée à de nouveaux clients. Deux entreprises, BioNTech et CureVac, ont ainsi retenu son attention. La BEI a été la première institution financière à soutenir les travaux de recherche de BioNTech sur le coronavirus. Entre-temps, CureVac, spécialisée dans le traitement de maladies rares, a obtenu un prêt de 75 millions d'euros de la Banque en juillet pour renforcer les capacités de son site de production de Tübingen, dans le sud-ouest de l'Allemagne.

DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

> **“L’objectif de la BEI est d’accélérer plusieurs candidats vaccins prometteurs en vue de leur fabrication à grande échelle et de leur distribution au niveau mondial.”**

Les vaccins de CureVac et de BioNTech reposent sur une technologie inédite pour des vaccins destinés à la commercialisation. Elle pourrait révolutionner les vaccins du futur. La technique fait appel à du matériel génétique non infectieux, appelé ARN messager, injecté dans des cellules musculaires. Le vaccin pénètre dans ces cellules et leur donne l’instruction de produire une protéine spiculaire semblable à celle présente sur la membrane du nouveau coronavirus. Si une personne vaccinée venait à être exposée au virus, cette nouvelle protéine inciterait son système immunitaire à fabriquer des anticorps et à activer les lymphocytes T pour combattre le virus.

« Les vaccins à ARN messager sont modulables en ce sens qu’ils peuvent être rapidement adaptés aux mutations du virus », explique Anna Lynch, experte en sciences de la vie à la Banque européenne d’investissement. « Les vaccins de CureVac et de BioNTech peuvent être modifiés en quelques semaines, au besoin, pour cibler un virus qui a muté. »

Des prêts d’amorçage-investissement vitaux

Les investisseurs privés se méfient souvent des vaccins, car leur succès est difficile à prévoir. L’appui de la BEI à BioNTech et à CureVac montre toute l’importance d’un prêt d’amorçage-investissement accordé par une banque publique pour aider les entreprises à innover dans le secteur des maladies infectieuses, constate Cristina Niculescu, autre experte en sciences de la vie à la Banque européenne d’investissement. Les virus Ebola, SRAS et maintenant le coronavirus ont été autant de rappels à la nécessité de se préparer aux pandémies et de prévoir des investissements à cet égard. **Alors que les secteurs privé et public renforcent leur soutien, plus de 200 candidats vaccins ont atteint différents stades de développement dans le monde entier. Plusieurs d’entre eux devraient être approuvés avant la fin de l’année.** « L’objectif de la BEI est d’accélérer une série de candidats vaccins prometteurs en vue de leur fabrication à grande échelle et de leur distribution au niveau mondial », ajoute Cristina Niculescu. « En attendant, le nombre de personnes très malades fait que nous avons aussi besoin de solutions thérapeutiques qui ciblent les patients hospitalisés et empêchent que la maladie n’évolue vers des formes graves. »

Özlem Türeci, directrice médicale de BioNTech, affirme que le succès précoce de son vaccin permet aujourd’hui de faire naître l’espoir. « Je ne pense pas que l’on puisse dire que la pandémie est terminée », ajoute-t-elle, « mais le vaccin pourrait être une contribution au début de sa fin ».

Des thérapies plus indispensables que jamais

Les prêts de la BEI soutiennent des entreprises, comme Atriva, Immunic, AB Science ou Pluristem, qui mettent au point des traitements cruciaux. Les traitements qu’elles conçoivent serviront à traiter les personnes infectées par le coronavirus, en particulier lorsqu’elles doivent être hospitalisées.

Le principal candidat médicament d’Atriva, l’ATR-002, vise à réduire la charge virale des virus à ARN comme ceux de la COVID-19 et de la grippe, ainsi qu’à enrayer la propagation des infections respiratoires graves. Ce médicament, pris sous forme de comprimés, a donné des résultats prometteurs lors d’essais précliniques. Il pourrait apporter une aide indispensable aux personnes présentant des symptômes de la maladie à coronavirus qui nécessitent une hospitalisation. Le traitement proposé par Atriva porte sur deux aspects de la maladie : il empêche aussi bien la

réplication du virus qu'une réaction excessive du système immunitaire. « Nous pensons que cette double approche pourrait être extrêmement efficace », déclare Olaf Althaus, directeur financier de l'entreprise, qui a signé un emprunt de 24 millions d'euros auprès de la BEI en octobre. « Nous sommes très optimistes quant au potentiel de l'ATR-002 pour lutter contre la pandémie. » **Atriva entend mettre au point un médicament antiviral à large spectre qui sera également efficace contre les nouvelles mutations du coronavirus ou les nouveaux virus à ARN qui pourraient être à l'origine de futures épidémies.**

Immunic a également obtenu en octobre un prêt de la BEI, d'un montant de 24,5 millions d'euros, pour poursuivre ses travaux sur une thérapie similaire, l'IMU-838. Ce médicament, qui existe également sous forme de comprimés, présente un large éventail d'avantages antiviraux. L'IMU-838 fait l'objet d'un essai de phase 2 chez des malades COVID-19 hospitalisés dans un état modéré. D'autres essais sont également en cours concernant les effets de ce médicament sur des maladies chroniques inflammatoires ou auto-immunes, telles que la sclérose en plaques. « Nous avons compris dès février, au moment même où l'épidémie est devenue mondiale, que notre médicament pourrait lutter contre le coronavirus », explique Hella Kohlhof, directrice scientifique d'Immunic.

L'IMU-838 d'Immunic vise à réduire la gravité des infections comme celle au coronavirus de plusieurs façons. Il empêche la réplication du virus. Ensuite, il induit une immunité naturelle, et, finalement, il peut aider à freiner toute réaction excessive du système immunitaire à des infections graves. Le produit agit tel un enseignant qui instruit les cellules du corps. **« Lorsque les cellules de notre corps sont infectées par un virus qui cherche à se reproduire, nous avons des cellules très bienveillantes dans notre corps qui disent : "Pas de problème, nous allons changer de mécanisme pour répondre aux besoins du virus" », explique Hella Kohlhof. « Le virus détourne la bonté des cellules**. L'IMU-838 est capable de bloquer ce mécanisme en inhibant l'enzyme qui soutient la production de ces éléments structuraux servant les besoins du virus. »

La société française AB Science a obtenu en novembre un prêt de 15 millions d'euros de la BEI, qui lui permettra de faire avancer le développement clinique de son traitement, le masitinib. Le médicament pourrait aider les personnes souffrant de maladies potentiellement mortelles liées au coronavirus, notamment contre l'« orage cytokinique » durant lequel le système immunitaire réagit de façon excessive à l'infection. « Les recherches menées par AB Science pourraient être bénéfiques pour lutter contre les maladies inflammatoires, neurodégénératives et infectieuses ainsi que contre les cancers », affirme Yu Zhang, qui est chargé des opérations à l'appui des sciences de la vie et des biotechnologies à la Banque européenne d'investissement. « Notre soutien à cette entreprise pourrait être renforcé à l'avenir. »

Les entreprises qui mettent au point des produits thérapeutiques espèrent que leurs recherches permettront de traiter un large éventail de maladies. Elles estiment que leurs traitements seront nécessaires pendant encore longtemps, même si la vaccination s'avère une réussite. « Premièrement, tout le monde ne voudra pas se faire

" Le temps est un facteur essentiel. C'est comme si nous étions en guerre. "

vacciner », rappelle Olaf Althaus de chez Atriva. « Deuxièmement, **il y aura toujours des cas où les vaccins ne fonctionneront pas ou ne pourront pas être utilisés. Même si les voitures sont désormais équipées de coussins de sécurité, les ambulances demeurent indispensables. »**

Cellules placentaires à des fins thérapeutiques

L'entreprise germano-israélienne Pluristem, qui a signé un accord de financement de 50 millions d'euros avec la BEI en avril, s'engage sur une autre voie thérapeutique. **Elle utilise des cellules placentaires, qui sont aussi les cellules les plus puissantes du corps humain, pour traiter des infections graves**. Pluristem cultive les cellules issues de placentas dans un bioréacteur 3D qui reproduit les conditions du corps humain. Injectées aux patients, les nouvelles cellules aident l'organisme à se régénérer. Le traitement peut aider les patients souffrant de complications dues au coronavirus – hypertension pulmonaire, fibrose pulmonaire ou lésions rénales et gastro-intestinales aiguës.

Les placentas sont recueillis après l'accouchement à terme de bébés sains de femmes de moins de 35 ans ayant opté pour une césarienne. « Ces cellules peuvent ensuite être utilisées pour le bien de l'humanité », explique Auvo Kaikkonen, spécialiste principal des sciences de la vie à la BEI.

Parmi les nombreuses leçons tirées des confinements liés à la situation sanitaire, on peut citer l'utilité du suivi et du traçage de la propagation de la maladie. Scope Fluidics, une entreprise polonaise spécialisée dans les tests de dépistage, a bénéficié du prêt le plus récent de la BEI à l'appui d'investissements en la matière. Elle a mis au point un système rapide de détection des agents pathogènes viraux et bactériens. La BEI a approuvé en septembre un prêt de 10 millions d'euros en faveur de Scope Fluidics. Appelé PCR/One, le système entièrement automatisé de cette société peut identifier – en 15 minutes – jusqu'à 20 agents pathogènes et bactéries résistantes aux médicaments. Grâce à la fiabilité de ce système, les médecins n'auront pas à attendre plusieurs jours pour obtenir les résultats des tests de COVID-19. Il pourrait également permettre le dépistage plus fréquent des personnes. « Le principal avantage de notre test de dépistage est sa rapidité », explique Piotr Garstecki, directeur général de Scope Fluidics. « Le temps est un facteur essentiel. C'est comme si nous étions en guerre. »

Les tests actuels de dépistage rapide du coronavirus pâtissent d'une réputation d'inexactitude parce qu'ils sont axés sur la détection des anticorps du virus. Certaines personnes infectées peuvent ne pas encore avoir produit d'anticorps au moment où elles sont testées, ce qui risque de donner un résultat faussement négatif. **La précision des tests PCR de Scope Fluidics est proche de 100 %**. « Ce type de dispositif fait l'objet d'une demande énorme », déclare Anna Stodolkiewicz, chargée de prêts à la BEI, qui travaille sur ce dossier. « Le test PCR est compact et très complet. Il peut être utilisé dans les aéroports, les gares, n'importe où. »

Les tests de dépistage demeureront cruciaux même en cas de disponibilité de vaccins contre le coronavirus. De vastes pans de la population ne feront pas partie de la première compagne de vaccination, ce qui signifie que le coronavirus continuera probablement de circuler largement. Scope Fluidics table sur une approbation temporaire de son système par les autorités de réglementation européennes avant la fin de l'année. **« Même les tests massifs », conclut Piotr Garstecki, « représentent une meilleure option sur le plan économique que les mesures de confinement ».**

« UNE MANNE PRÉCIEUSE »

La Banque européenne d'investissement s'est associée à la banque nationale de promotion économique pour donner aux petites entreprises italiennes l'espoir de surmonter la crise due au coronavirus

Enfant, Giuliano Annigliato avait pour habitude de tourner le bouton du téléviseur encore et encore, juste pour le plaisir d'alterner entre les deux chaînes disponibles à l'époque. Peut-être était-il inévitable qu'il intègre un jour la radio et la télévision de Bagnoli, le quartier ouvrier à la périphérie de Naples dont il est originaire.

Mais il n'a jamais oublié son sentiment lorsque son père est décédé d'une crise cardiaque. Alors âgé de 19 ans, il avait reçu comme un coup de poing dans le ventre, ressentant un chagrin immense. L'usine où son père avait travaillé lui a bien offert un emploi, mais sa réponse a été : « Non, merci. Je vais me débrouiller tout seul. » Et, après un passage de dix ans dans les médias, c'est exactement ce qu'il a fait, en créant les agences de publicité A&C Network et Uno Outdoor.

Pendant trois décennies, Giuliano Annigliato a vu son activité gagner en dimension et en ambition, soutenant la restauration des monuments de Naples et d'ailleurs sur la base d'une idée innovante permettant aux municipalités de faire des économies. Mais, dès le mois de mars, les ravages du coronavirus en Italie n'ont pas épargné l'activité de Giuliano Annigliato – la plupart de ses clients appartenant au secteur de l'habillement, l'un des plus pénalisés par la pandémie.

L'espoir naît d'un financement de **1,5 milliard d'euros en faveur des petites entreprises italiennes, octroyé par la Banque européenne d'investissement et représentant à la fois sa première riposte d'urgence et son soutien le plus important à un pays durant la crise pandémique**. En partenariat avec Cassa Depositi e Prestiti (CDP), la banque italienne de promotion économique, la BEI a soutenu un prêt de 2,3 millions d'euros accordé par Monte dei Paschi di Siena, la plus ancienne banque au monde, à Giuliano Annigliato.

« Nous épaulons solidement les petites entreprises et les microentreprises italiennes », déclare Claudia Barone, chargée de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui participe à cette riposte d'urgence depuis le début de la crise. Approuvé par le Conseil d'administration de la Banque en avril, un montant de plus de 600 millions d'euros avait déjà été décaissé en faveur des petites entreprises au mois de juillet.

Préserver l'histoire de Naples

Si vous êtes à Naples et que vous tombez sur un énorme panneau d'affichage enveloppant la façade d'un monument, il y a des chances que derrière cette idée astucieuse se cache Giuliano Annigliato : « La publicité paie la restauration des bâtiments historiques. » Les obélisques, les fontaines et les monuments ont attiré l'attention du monde des affaires et des entreprises, dont Original Marines, Burger Italy, Liu Jo et Enrico Coveri. Elles disposent ainsi d'une « vitrine publicitaire » temporaire à Naples, pendant que la municipalité restaure les monuments sans bourse délier.

Avec une histoire aussi riche, Naples ne manquait pas de travaux de restauration à entreprendre. Toutefois, aux mois de mars et d'avril, en pleine flambée épidémique en Italie, l'activité de Giuliano Annigliato était pratiquement à l'arrêt. **Même les fonds mis de côté pour les urgences n'auraient pu suffire à payer ses 36 salariés pendant longtemps. Il a dû se résoudre à recourir à un régime de chômage partiel pour une partie d'entre eux.**

> **Nous avons mobilisé nos énergies respectives avec CDP, travaillant comme une seule équipe pour soutenir les petites entreprises italiennes.**

Puis, à la fin du mois d'avril, alors même que le poids du monde semblait près de s'abattre sur lui, **Giuliano Annigliato a reçu de la Banque européenne d'investissement, par l'intermédiaire de CDP et de Monte dei Paschi di Siena, les liquidités indispensables. Cette solution lui a permis d'accepter avec joie une importante commande en ligne de Rossignol, l'emblématique marque française**. « C'était une manne précieuse », affirme Giuliano Annigliato de sa voix chaleureuse et enthousiaste, mêlée d'une pointe de soulagement chez un homme qui avait bien cru ne pas s'en sortir.

Giuliano Annigliato s'ouvre à présent au marché électronique, découvrant d'autres canaux de commercialisation pour ses nouveaux produits. S'il y a une chose que la crise nous a apprise, dit-il, c'est qu'il ne faut pas gâcher les possibilités qui s'offrent à nous. « Aujourd'hui, c'est un virus, demain ce sera autre chose. C'est la vie. Les moments difficiles en font partie, mais il suffit d'y faire face. »

Trop petite et trop risquée ? Où est le problème ?

Giuliano Annigliato compare la crise pandémique à une guerre où nos armes se nommeraient passion, souplesse, rationalité et ténacité. Sans elles, l'opération conjointe entre la Banque européenne d'investissement et Cassa Depositi e Prestiti n'aurait pas pu avoir lieu. Partenaires de longue date, les deux institutions bénéficient d'une connaissance approfondie et d'une excellente compréhension l'une de l'autre, ce qui rend leur relation solide et confortable. **« Nous avons mobilisé nos énergies respectives avec CDP, travaillant comme une seule équipe pour soutenir les petites entreprises italiennes »**, déclare Claudia Barone de la BEI. « Nous avons dû non seulement travailler d'arrache-pied, mais aussi simplifier des procédures longues et lourdes », ajoute-t-elle.

Le résultat est impressionnant. **La BEI soutient l'instrument de CDP destiné aux entreprises (« Plateforme entreprises ») à des conditions favorables. CDP rétrocède les fonds à des intermédiaires financiers comme Monte dei Paschi di Siena, qui, à leur tour, soutiennent des entrepreneurs comme Giuliano Annigliato**. En s'associant à CDP, la BEI est en mesure d'acheminer des fonds vers des banques qui n'auraient généralement pas eu accès à ses conditions favorables, car trop petites ou trop risquées. Comme CDP ne retire aucun bénéfice de l'opération, Giuliano Annigliato et d'autres petits entrepreneurs profitent pleinement des taux d'intérêt favorables de la BEI.

L'entrepreneur est désormais impatient de restaurer le Maschio Angioino, le château médiéval au cœur de Naples qui est aussi le symbole de la ville. Ses tourelles, qui ont vu la peste ravager Naples à de nombreuses reprises, sont pourtant toujours debout. La coopération entre CDP et la BEI permettra aux entreprises de Giuliano Annigliato de connaître la même destinée.

UN BALLON D'OXYGÈNE POUR LE NORD DE L'ESPAGNE

Une banque catalane vise à aider près de 50 000 personnes à conserver leur emploi, à payer leurs factures et à survivre pendant le ralentissement économique dû au coronavirus

La pandémie de COVID-19 a porté un coup redoutable à de nombreux secteurs de l'économie, mais les entreprises tributaires du tourisme et des voyages ont été particulièrement pénalisées. Pour bon nombre d'entre elles, les financements soutenus par la Banque européenne d'investissement ont été un ballon d'oxygène. « Nous croyons que d'ici 2021 la situation s'améliorera, mais il va falloir travailler dur pendant les prochaines années et surveiller de près nos dépenses », déclare Rafael Ruiz, directeur financier de Barcelona Technical Center, une entreprise d'ingénierie située à Martorell, au nord-ouest de Barcelone, qui compte 148 salariés et conçoit des produits pour les secteurs automobile, aéronautique et ferroviaire.

L'entreprise de Rafael Ruiz a contracté un prêt de 950 000 euros auprès de l'Institut Català de Finances (ICF), la banque publique catalane qui dessert les petites entreprises et les petits entrepreneurs. « Grâce à ce prêt, nous avons pu continuer à payer les salaires et à honorer d'autres engagements, malgré la baisse du nombre de projets », explique Rafael Ruiz.

" Nous les aidons à démarrer de nouveaux modèles d'entreprise qui peuvent relancer leurs activités et stimuler l'économie. "

Un prêt de 250 millions d'euros signé entre la Banque européenne d'investissement et ICF a rendu possible ce financement vital pour Barcelona Technical Center. Il aidera jusqu'à 48 000 personnes dans les secteurs du commerce de détail, du tourisme, de la restauration, de la culture et bien d'autres à payer leurs factures et à élaborer de nouveaux plans d'activité. L'étroite collaboration entre la banque de l'UE et ICF permet de soutenir des milliers de petites entreprises de la région depuis 2008.

« Nous sommes constamment à l'affût des signes de reprise », déclare Rafel Niubò, secrétaire général d'Eurofitness, une entreprise barcelonaise qui construit et gère des centres de remise en forme et de sport dans toute l'Espagne. De nombreuses salles de sport ont fermé et Eurofitness connaît des moments difficiles en raison de la pandémie. Rafel Niubò aperçoit des signes encourageants, mais son objectif consiste simplement pour le moment à maintenir l'entreprise à flot. Eurofitness, qui compte 327 salariés, a contracté un prêt de 1 million d'euros auprès d'ICF. Cette aide lui a permis d'éviter les baisses de salaire, les licenciements ou la réduction du niveau de service à la clientèle.

Quelque 2 000 entreprises pourraient bénéficier de prêts mis à leur disposition grâce au financement de la Banque européenne d'investissement. Sur la base du prêt octroyé par la BEI et de financements provenant d'autres sources publiques et privées, ICF prévoit de mettre jusqu'à 1 milliard d'euros à disposition des petites entreprises pour les aider à traverser la crise.

DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

> **“La BEI soutient plus que jamais les petites entreprises en Espagne. Nous collaborons étroitement avec nos intermédiaires en vue de toucher le plus grand nombre possible d’entreprises.”**

De nouveaux modèles d’entreprise pour surmonter la crise

Josep-Ramon Sanromà, directeur général de la banque publique catalane, déclare que son personnel s’emploie activement à proposer de nouvelles solutions de financement aux entrepreneurs. « La crise a eu de fortes répercussions sur les entreprises catalanes pendant la période de confinement », affirme-t-il. « Certaines ont été paralysées, ont vu leurs recettes chuter et leurs activités adaptées pour tenir compte des nouvelles règles de sécurité. Beaucoup d’entre elles, en particulier les travailleurs indépendants et les petites entreprises, ont besoin d’un soutien financier renforcé. Nous les aidons à démarrer de nouveaux modèles d’entreprise qui peuvent relancer leurs activités et stimuler l’économie. »

Le produit intérieur brut et les taux d’emploi ont considérablement reculé en Espagne en 2020. L’économie espagnole dépend plus fortement que celles de la plupart des autres pays européens du tourisme et des transactions immobilières, deux secteurs qui ont particulièrement souffert de la pandémie de COVID-19. D’après le Fonds monétaire international, l’Espagne commence à connaître une reprise et son PIB devrait augmenter en 2021. « L’économie du pays a été durement frappée, mais, petit à petit, une lumière se dessine au bout du tunnel », explique Alex Saz-Carranza, chargé de prêts à la Banque européenne d’investissement, qui travaille sur une série d’opérations visant à relancer l’économie dans de nombreuses parties de l’Espagne. « La BEI soutient plus que jamais les petites entreprises espagnoles. Nous collaborons étroitement avec nos intermédiaires afin de toucher le plus grand nombre possible d’entreprises en vue d’atténuer les effets économiques de la pandémie et de permettre aux entreprises de survivre et de préserver l’emploi. »

Réagir rapidement à la crise du coronavirus

L’accord de prêt entre la Banque européenne d’investissement et ICF fait partie des premières dizaines d’opérations d’envergure approuvées dans le cadre d’un programme de 5 milliards d’euros du Groupe BEI destiné à aider les entreprises européennes à surmonter la crise. La BEI a approuvé l’opération en Espagne en quelques mois grâce à une procédure accélérée visant à soutenir rapidement les petites entreprises.

Le financement supplémentaire est arrivé juste à temps pour des entreprises comme Atrápalo, une agence de voyages en ligne qui est basée à Barcelone et emploie 220 personnes. Atrápalo a contracté un prêt de 500 000 euros auprès de la banque publique catalane afin de pouvoir payer son personnel et de parer à toute éventualité. « Il y a beaucoup d’incertitude quant à l’avenir », déplore Luis Alonso, directeur financier d’Atrápalo. « Nous ignorons quand et dans quelle mesure les voyages, le tourisme et les activités de loisirs vont se rétablir, mais, grâce à ce prêt, nous sommes désormais en mesure de gérer ces incertitudes et de compenser la baisse d’activité pendant la pandémie. »

RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Dans un secteur habituellement caractérisé par sa haute technologie et un degré élevé d'innovation, l'année 2020 a fait exception : des autorités sanitaires de toute l'Europe ont eu du mal à financer des fournitures médicales de base, tandis que d'autres ont cherché des solutions simples aux flambées épidémiques de COVID-19

En mars dernier, la ville de Kiskunhalas, dans le sud de la Hongrie, a compris que les taux d'infection au coronavirus risquaient de mettre à mal les capacités de prise en charge des services de santé régionaux, ce qui a conduit les pouvoirs publics à prendre la décision de construire un hôpital mobile. « Il a été construit en quelques semaines pour répondre au bond des hospitalisations dans la région », explique Gabor Kiss, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui s'est occupé du dossier de financement en faveur de la municipalité et d'autres opérations de fournitures médicales rendues urgentes par la pandémie de COVID-19 en Hongrie.

Achevé en avril, l'hôpital mobile d'épidémiologie de Kiskunhalas peut prendre en charge jusqu'à 150 patients et est spécialement conçu pour soigner les personnes infectées par le coronavirus nécessitant des soins intensifs. « Il contribue également à contenir la propagation du virus », souligne Tunde Szabo, économiste de la santé auprès de la Banque. « Les services de santé locaux sont en mesure d'isoler les patients COVID des autres, ce qui réduit considérablement le risque d'infection nosocomiale par ce virus. »

D'une manière générale, la Banque européenne d'investissement soutient l'innovation médicale, finançant aussi bien les infrastructures hospitalières que l'innovation biotechnologique en passant par les dispositifs médicaux et la mise au point de vaccins contre le coronavirus. Mais, à l'image d'une année pas comme les autres, ce n'était ni de technologies ni d'outils novateurs dont les hôpitaux et le personnel soignant du monde entier avaient le plus besoin, surtout lors des premiers mois de la pandémie. En effet, les pouvoirs publics ont eu du mal à fournir non seulement les infrastructures et le personnel nécessaires pour traiter les cas graves d'infection par le SARS-CoV-2, mais aussi les équipements essentiels pour prévenir la propagation de la maladie. Les demandes qu'ils ont adressées à la Banque européenne d'investissement portaient sur le financement de besoins médicaux bien plus élémentaires que d'habitude.

500 manières d'aider

Les pays ont dû réagir rapidement pour approvisionner leurs hôpitaux et centres de santé en équipements de protection essentiels, notamment en masques chirurgicaux, gants, produits désinfectants, sans oublier le matériel spécialement destiné aux soins intensifs liés au SARS-CoV-2, comme les lits de soins intensifs et les respirateurs.

Même si, en mars 2020, la Hongrie ne figurait pas parmi les pays de l'UE les plus touchés, les autorités hongroises devaient néanmoins protéger la santé de leurs concitoyens en réduisant le taux d'infection. Le pays devait également se préparer à une possible deuxième vague d'infections. Cette étape allait se révéler précieuse, la Hongrie ayant été fortement touchée par la pandémie plus tard dans l'année. **Pour aider le pays à financer ses mesures d'urgence, la Banque européenne d'investissement a accordé un prêt de 162,5 millions d'euros à l'État hongrois. Il a servi à financer près de 500 types d'articles différents dont le secteur de la santé avait besoin pour enrayer la propagation de la maladie et traiter efficacement les patients.**

« Il s'agissait d'un projet de soins de santé spécial pour la Banque », explique Tunde Szabo. « Nos projets portent généralement sur la modernisation des hôpitaux et l'innovation dans le domaine de la santé, mais nous vivons une situation exceptionnelle. Face à l'urgence manifeste des besoins, nous avons dû réagir rapidement afin de soutenir les États membres de l'UE et les aider à affronter la crise du coronavirus de toutes les manières possibles. »

DES SOLUTIONS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Respirateurs, désinfectants, masques, ventilateurs, moniteurs de surveillance ne représentent qu'un échantillon des articles que les autorités hongroises ont pu se procurer grâce à ce prêt. « Le prêt a été consacré presque en totalité à l'achat de fournitures et d'équipements médicaux nécessaires au fonctionnement quotidien des centres de santé pendant une pandémie », explique Tunde Szabo. Le matériel médical nouvellement acquis a été distribué dans toute la Hongrie.

Projet hospitalier en Tchéquie : des solutions simples face à la pandémie de COVID-19

La réponse de la Hongrie à la crise constitue l'un des nombreux « projets COVID-19 » soutenus par la BEI au cours de l'année écoulée. Le nombre de projets dans le domaine de la santé soutenus par la Banque a triplé par rapport à l'année précédente. Toutefois, les projets de la Banque dans le secteur de la santé en 2020 ne portaient pas uniquement sur des mesures d'urgence. Malgré des circonstances inédites, nous n'avons pas négligé nos objectifs à long terme en matière d'infrastructures sanitaires.

La crise du coronavirus a éprouvé les limites des services de santé locaux. La pandémie a également souligné leur vulnérabilité et leur manque de préparation. Les insuffisances des hôpitaux plus anciens ont été mises en évidence, poussant les autorités locales à trouver des solutions. C'est la raison pour laquelle **la BEI soutient la région tchèque de Bohême-centrale à l'aide d'un prêt de 48 millions d'euros afin d'améliorer son degré de préparation aux situations d'urgence et de moderniser ses infrastructures de soins de santé, de transport, de prise en charge sociale et d'éducation**.

Plus de la moitié des fonds serviront à remettre en état et à moderniser cinq hôpitaux de la région, ainsi que le service ambulancier de la Bohême-centrale. Ces investissements renforceront l'accès à des services de santé de meilleure qualité pour près de 1,4 million de personnes dans la région. « Le programme permettra de rendre ces installations médicales plus efficaces, d'améliorer la qualité de leurs services, de contribuer à l'efficacité énergétique et de renforcer la préparation aux situations d'urgence », déclare Tunde Szabo.

> **" Il ne s'agit pas de multiplier le nombre de lits d'hôpital. Mais plutôt d'accroître la résilience des établissements hospitaliers. "**

Le meilleur moment pour prévenir la prochaine pandémie

« La meilleure façon de faire face à une pandémie est d'améliorer les installations de santé existantes », explique Tunde Szabo. « Il ne s'agit pas de multiplier le nombre de lits d'hôpital. Mais plutôt d'accroître la résilience des établissements hospitaliers. » Pour cela, des solutions simples existent, comme l'amélioration des systèmes de ventilation afin d'éviter les infections nosocomiales, l'un des changements apportés dans les hôpitaux tchèques.

« Il s'agit aussi de repenser notre système de santé », souligne Tunde Szabo. « Il faut augmenter le nombre de centres de soins pour maladies chroniques. Ce type de soins n'a pas à être dispensé dans des hôpitaux où l'on traite des maladies aiguës, car c'est la forme de soins la plus consommatrice de ressources. Des installations spécialement conçues pour la prise en charge des affections chroniques sont bien plus efficaces et plus faciles à adapter à la lutte contre les infections. » La pandémie de coronavirus nous a contraints à accélérer ces évolutions, à repenser nos hôpitaux et à évaluer notre degré de préparation réel. Cette année nous a bien fait comprendre à tous qu'il n'y avait pas de meilleur moment pour prévenir la prochaine pandémie que le moment présent.

DES SOLUTIONS FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

NOS EXPERTS ANALYSENT L'ENJEU DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Pour faire face à l'urgence climatique mondiale et soutenir le pacte vert pour l'Europe, la BEI s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de climat et devient la banque européenne du climat. Dans le même temps, certains estiment aujourd'hui que, pour contrer les effets de la crise sanitaire, les mesures de relance devraient se concentrer exclusivement sur la croissance et la création d'emplois. Aux yeux de la BEI, la reprise revêt une dimension écologique et doit nous conduire résolument à la neutralité carbone. La Feuille de route de la banque du climat, qui guidera notre progression vers la réalisation des objectifs climatiques, a été élaborée en 2020. L'année 2021 sera donc la première année de mise en œuvre de ce plan d'action écologique.

Elina Kamenitzer, cheffe de la division Coordination – Action pour le climat et environnement, direction des opérations

La pandémie, d'une manière brutale mais directe, nous a permis de comprendre que nous devrons envisager les futures décisions d'investissement dans les infrastructures en tenant compte d'un renforcement des attentes vis-à-vis des besoins et comportements et de l'utilisation des ressources à l'avenir. Ce changement de paradigme exige des promoteurs de projets – et des bailleurs de fonds – qu'ils appliquent un nouvel ensemble d'indicateurs de mesure de la durabilité. Il faudra déployer une offre d'assistance technique et de conseils importante pour renforcer la capacité des promoteurs et des intermédiaires financiers de comprendre et appliquer ces nouvelles techniques et normes.

Frank Lee, chef de la division Plateforme européenne de conseil en investissement, direction des opérations

Dans les périodes de crise, le vent ne cesse pas de souffler ni le soleil de briller. Le secteur des énergies renouvelables a montré sa résilience face à la pandémie de COVID-19. La voie à suivre ne saurait être plus claire. Nous devons dès à présent accélérer notre transition vers un avenir vert.

Alessandro Boschi, chef de la division Énergies renouvelables, direction des projets

Les villes sont en première ligne dans la crise du coronavirus ; elles pilotent des services essentiels dans les domaines de la santé, de la protection civile, des transports urbains et de la gestion de l'espace public, mais elles se trouvent confrontées à une forte baisse de leurs recettes du fait que l'économie urbaine fonctionne au ralenti. En 2020, nous avons mis en place des programmes de relance post-COVID-19 en milieu urbain, dans des villes clés telles que Grenoble, Milan et Barcelone ; nous avons aussi élaboré des programmes de relance urbaine à l'échelle nationale en France, aux Pays-Bas et en Pologne. L'année 2020 a également marqué le lancement d'un nouveau mécanisme de conseil de grande portée – le City Climate Gap Fund – que la BEI et la GIZ, l'Agence allemande pour la coopération internationale, mettent en œuvre avec la Banque mondiale pour fournir aux villes des pays en développement et émergents un appui à la préparation de projets en phase initiale. Cette initiative, financée par le Luxembourg et l'Allemagne, devrait contribuer à lancer des projets intelligents sur le plan climatique dans les domaines de l'eau, de la mobilité urbaine durable, de l'efficacité énergétique et de l'adaptation aux changements climatiques.

Gerry Muscat, chef de la division Développement urbain, direction des projets

Face à la pandémie de COVID-19, la BEI a montré qu'elle pouvait réagir sans tarder. Sa capacité à élaborer de nouvelles stratégies et à relever des défis sans précédent sera plus déterminante encore pour lutter contre les changements climatiques et la destruction de l'environnement. Pour tous ceux qui s'emploient à faire face à la plus grande menace à laquelle le monde est actuellement confronté, la transformation de la BEI en banque européenne du climat constituera à la fois une contribution importante au pacte vert pour l'Europe et une expérience très gratifiante.

Heinz Olbers, directeur du département Europe occidentale, direction des opérations

Depuis l'invention de la roue, les transports sont au centre de l'activité humaine et, des grands navires aux avions à réaction au profil aérodynamique, ils sont un moteur du progrès technologique. C'est à nous maintenant de relever les défis existentiels de notre époque. À l'heure où le climat de la planète est marqué par l'instabilité et où une pandémie menace l'humanité, une révolution verte et numérique gagne le secteur des transports, qui fait partie tout à la fois du problème et de sa solution. C'est le seul secteur économique émetteur de CO_2 en croissance constante et l'un des plus gravement touchés par la pandémie. Mais le secteur des transports devrait également être à l'avant-garde de la relance, dans le cadre d'une transition écologique que la BEI soutiendra pour créer un système de transport véritablement respectueux de l'environnement.

Gavin Dunnett, directeur du département Mobilité, direction des projets

UN PLAN POUR LA PLANÈTE

La Feuille de route de la banque du climat guidera nos opérations de financement en vue de soutenir le pacte vert pour l'Europe et faire de celle-ci un continent neutre en carbone

La décennie à venir est décisive pour répondre à l'urgence climatique et environnementale. Notre Feuille de route de la banque du climat pour la période 2021-2025 définit la manière dont nous tiendrons les engagements que nous avons révisés à la hausse en matière de climat et d'environnement, dans la droite ligne des objectifs du pacte vert pour l'Europe. Nous accélérerons la transition vers une économie sobre en carbone, résiliente face aux changements climatiques et durable sur le plan environnemental et nous alignerons tous nos financements sur les objectifs de l'accord de Paris, tout en veillant à ne laisser personne de côté et en contribuant à la réalisation des objectifs de développement à long terme.

« Cette ambition revue à la hausse est source de répercussions considérables pour le Groupe BEI, redéfinissant ses priorités et transformant notre façon de travailler », déclare Stephen O'Driscoll, responsable du Bureau des affaires environnementales, climatiques et sociales. « C'est une mutation profonde pour la Banque, dans le cadre de laquelle nous mettons tout en œuvre pour atteindre les objectifs du pacte vert pour l'Europe. »

La Banque s'est dotée dès 2015 d'une ambitieuse Stratégie en matière d'action pour le climat. L'idée d'une nouvelle Feuille de route de la banque du climat est née fin 2019, lorsque le Conseil européen et les États membres de l'UE ont invité le Groupe BEI à intensifier son soutien au pacte vert pour l'Europe et à contribuer à accélérer la transition du continent vers la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Davantage d'énergie propre et d'innovation

Voici les éléments essentiels de la Feuille de route :

- porter la part des financements que la BEI consacre à l'action en faveur du climat et à la durabilité environnementale d'environ 30 % aujourd'hui à 50 % au minimum d'ici à 2025 ;
- aligner tous les nouveaux financements sur les principes et objectifs de l'accord de Paris ;
- soutenir la mobilisation de 1 000 milliards d'euros d'investissements à l'appui de l'action en faveur du climat et de la durabilité environnementale entre 2021 et 2030 ;
- donner suite à notre décision de cesser tout soutien à des projets énergétiques recourant aux combustibles fossiles traditionnels ;
- conserver une position de chef de file sur les marchés des capitaux, où la BEI a été la première institution à émettre des obligations vertes et demeure le plus grand émetteur supranational pour ce type de titres ;
- mettre l'accent sur l'énergie propre, les technologies innovantes et la transformation numérique, autant d'éléments qui joueront un rôle majeur dans la modernisation et la décarbonation de tous les secteurs ;
- accroître les financements qui aident les sociétés à s'adapter aux changements climatiques et rendent les économies plus résilientes.

La Feuille de route décrit comment nous affecterons un soutien plus important aux régions dont l'économie dépend fortement d'industries grandes consommatrices d'énergie, comme l'extraction de charbon ou la sidérurgie. Cela signifie que davantage de ressources seront allouées à une « transition juste » et à l'équité sociale, notamment pour offrir plus de formations, d'emplois et de services de conseil aux personnes dont les moyens de subsistance sont menacés par la transition vers des économies décarbonées et par les effets des changements climatiques. Nous appuierons également la transition vers une économie mondiale sobre en carbone et durable sur le plan environnemental, en mettant particulièrement l'accent sur la résilience des populations vulnérables aux changements

climatiques. « S'agissant de la menace qui pèse sur les moyens de subsistance du fait des répercussions des changements climatiques, il convient de garder à l'esprit que les personnes vivant dans les pays en développement, et en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires, sont souvent les plus vulnérables mais disposent des ressources financières les plus limitées pour s'adapter », explique Nancy Saich, experte en chef des changements climatiques.

Tous les pays devront se modifier en profondeur au cours de la prochaine décennie. La Feuille de route aidera la BEI à trouver de nouveaux partenaires et à étendre son périmètre d'action partout dans le monde afin d'atteindre ses objectifs climatiques.

Consultez l'intégralité de la Feuille de route de la banque du climat à l'adresse www.eib.org/cbr

L'AVENIR SE DESSINE EN VERT

La Plateforme européenne de conseil en investissement est un partenariat entre la BEI et la Commission européenne. Elle a vocation à soutenir les États membres et les entreprises dans la préparation de projets à financer. Ses activités contribuent à la réalisation des ambitions climatiques de l'Europe.

L'hydrogène, un carburant alternatif

Le ministère allemand des transports et des infrastructures numériques a sollicité un soutien sous la forme de conseils stratégiques pour élaborer un modèle de collecte de fonds et de financement en vue de l'utilisation de l'hydrogène comme carburant alternatif dans les réseaux de transport allemands. La Plateforme fournit un appui intersectoriel aux services de conseils techniques et financiers, afin d'évaluer les perspectives du marché de l'hydrogène et de proposer des modèles de financement et de mise en œuvre.

Adaptation aux effets des changements climatiques à Gênes

Des municipalités telles que Gênes, en Italie, ont besoin d'assistance pour analyser les possibilités qui s'offrent à elles pour s'adapter aux changements climatiques. La Plateforme a pour mission d'analyser plusieurs options d'adaptation concernant des projets dans trois ou quatre villes différentes et d'en comparer les coûts et les avantages. Les résultats de cette analyse permettront de tirer des conclusions quant à la solution d'adaptation la plus appropriée dans chaque cas.

Amélioration de l'efficacité énergétique

La banque de promotion économique tchèque ČMZRB a sollicité l'aide de la Plateforme européenne de conseil en investissement pour accroître le volume des investissements dans l'efficacité énergétique appuyés par des fonds de l'UE. La Plateforme a effectué une évaluation du marché qui a abouti à une proposition d'instrument de garantie visant à combler les lacunes, y compris une stratégie d'investissement ainsi que des processus de gouvernance, de suivi et d'établissement de rapports. Cette évaluation a aussi mis en évidence la nécessité d'un guichet unique d'assistance technique pour les projets potentiels. Une demande d'aide à la préparation de projets a donc été introduite au titre d'ELENA, le Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux. Cette mission montre que des instruments financiers innovants peuvent mobiliser les fonds de l'UE et le cofinancement de la BEI pour soutenir la mise en place de contrats de performance énergétique, en combinaison avec des subventions à l'investissement axées sur la rénovation complète des bâtiments. De tels projets sont également prévus dans le cadre de la vague de rénovation, une initiative de la Commission européenne visant à doubler le taux de rénovations énergétiques au cours des dix prochaines années. Cet instrument financier devrait être opérationnel en 2021.

SANS LE MOINDRE SOUFFLE DE VENT

En Suède, deux fabricants de batteries innovants ambitionnent de fournir de l'énergie propre pour votre domicile et votre voiture

Lorsqu'il y a du vent ou du soleil, les parcs éoliens et solaires produisent de l'énergie renouvelable. Mais le vent ne souffle pas en permanence et le soleil ne brille pas forcément au moment précis où nous voulons utiliser de l'électricité. C'est pourquoi les batteries jouent un rôle si important pour bâtir un avenir vert. Nilar et Northvolt, deux entreprises suédoises, produisent des batteries qui stockent de l'énergie verte à utiliser selon ses besoins.

Nilar, qui développe depuis plus de 15 ans des batteries au nickel grand format (une nouveauté), est passée en phase de commercialisation en 2019. Les batteries nickel-hydrure métallique de l'entreprise sont conçues pour stocker de l'énergie renouvelable dans des habitations ou des locaux commerciaux, municipaux et industriels. Elles ne sont pas destinées à remplacer le lithium dans les véhicules tout électrique car le nickel est un métal plus lourd. Toutefois, les batteries de Nilar peuvent être utilisées en toute sécurité dans les bâtiments, puisque leur composition au nickel-hydrure métallique les rend non inflammables. En outre, elles ont une durée de vie de 20 ans et peuvent être recyclées de manière rentable.

Les coûts des batteries sont en baisse. Depuis 2010, le coût des batteries lithium-ion pour véhicules électriques a chuté de près de 90 % et celui des batteries de stockage stationnaire en nickel a diminué d'environ deux tiers. Cependant, la quasi-totalité des batteries évoluées sont actuellement importées de pays extérieurs à l'Union européenne. L'évolution des prix rendant les batteries plus abordables, il est important de renforcer leur production en Europe, où le marché de l'énergie propre croît à pas de géant. Toutefois, développer des batteries est un processus long, incertain et coûteux ; pour qu'une entreprise soit compétitive, elle doit produire des volumes élevés, de sorte qu'il est difficile pour les entreprises en phase de démarrage de trouver des investisseurs commerciaux et des financements auprès des banques.

Stimuler l'innovation à un rythme rapide

Nilar, qui ne dispose pas d'antécédents commerciaux solides, est le type même d'entreprise pour qui le financement de la Banque européenne d'investissement est vital. La banque de l'UE soutient la recherche et le déploiement à plus grande échelle de produits innovants, afin qu'ils deviennent plus attrayants aux yeux des investisseurs privés. **Selon Michael Obermayer, président de Nilar, « la Banque européenne d'investissement joue un rôle extrêmement important pour stimuler l'innovation à un rythme rapide, dans les petites entreprises disposant de toutes nouvelles technologies ».** Les entreprises technologiques porteuses de projets innovants ne peuvent se développer si elles ne sont pas en mesure de surmonter l'obstacle que représente une expansion à forte intensité de capital, et leurs idées risquent de rester dans un tiroir. « La volonté de la Banque européenne d'investissement d'accorder des prêts à Nilar au lancement de la phase de commercialisation est cruciale pour qu'elle puisse amener sa technologie sur le marché », ajoute Michael Obermayer.

Les batteries de nouvelle génération jouent un rôle central au regard de l'objectif que s'est fixé la Commission européenne de réduire les émissions de carbone de 55 % d'ici à 2030. Elles contribueront également à renforcer l'indépendance énergétique et, partant, la sécurité énergétique en Europe.

> **“Notre concours a permis d'y parvenir d'un seul coup… Faute de financement, la technologie mise au point risquait de rester dans un tiroir ou d'être vendue, éventuellement en dehors de l'UE.”**

Des véhicules qui virent au vert

Vertes, les batteries de Northvolt le sont également. Toutefois, contrairement à celles de Nilar, les batteries lithium-ion de Northvolt sont principalement destinées à alimenter des véhicules électriques. Ceux-ci n'utilisent pas une batterie unique comme le ferait un téléphone, mais plutôt un assemblage de milliers de cellules lithium-ion individuelles qui fonctionnent ensemble. Lorsque la voiture se recharge, l'électricité est stockée par voie chimique à l'intérieur des unités. Quand la voiture se déplace, la batterie alimente le moteur électrique en énergie sans rejeter de carbone. Le remplacement des voitures polluantes par des véhicules électriques propres est un jalon essentiel de la transition écologique.

Nilar et Northvolt bénéficient de prêts de la BEI qui relèvent, en partie, du dispositif InnovFin de la Commission européenne, lequel finance des projets de démonstration innovants dans les domaines de la transition des systèmes énergétiques, et notamment du stockage de l'énergie.

Le prêt de 46 millions d'euros qu'accorde la Banque européenne d'investissement à Nilar soutiendra la montée en puissance d'une à huit chaînes de fabrication. Les batteries de Nilar seront utiles pour les propriétaires de logements et les entreprises commerciales et industrielles équipés de panneaux solaires, ainsi que pour les petites centrales produisant de l'énergie renouvelable, en leur permettant de vendre leurs excédents d'énergie verte.

Montée en puissance chez les fabricants de batteries suédois

La volonté de développer la production a également joué un rôle moteur dans le soutien apporté par la banque de l'UE aux batteries pour véhicules électriques de Northvolt. Grâce à un prêt de la Banque européenne d'investissement au titre d'InnovFin, l'entreprise a construit une installation de démonstration de son concept à Västerås, non loin de Stockholm. Cette usine a commencé à produire ce nouveau type de batteries à la fin de l'année 2019.

Northvolt a déjà franchi l'étape suivante : une usine de batteries lithium-ion a vu le jour à Skellefteå, dans le nord-est de la Suède. **L'usine de Skellefteå bénéficie d'un autre prêt de la Banque européenne d'investissement, cette fois d'un montant de 350 millions de dollars, couvert par la garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques,** qui relève du Plan d'investissement pour l'Europe. « Le stockage d'énergie renouvelable est la clé d'une société à bilan carbone neutre », affirme Peter Carlsson, le PDG de Northvolt, « et les batteries sont essentielles pour y parvenir ».

CE QUE LES MONTY PYTHON IGNORAIENT DES LUPINS

Un fonds axé sur la bioéconomie vise à combler le déficit de financement des entreprises dotées de technologies éprouvées, afin qu'elles puissent se déployer dans toute l'Europe

Les humoristes britanniques des Monty Python ont diffusé un jour un sketch dans lequel un bandit de grand chemin, pour le moins maladroit, vole ses victimes en leur lançant l'ultimatum ridicule suivant : « Vos lupins ou la vie ! ». La plaisanterie tenait au fait que les lupins n'avaient aucune valeur car il s'agissait de vulgaires fleurs violettes. L'entreprise allemande Prolupin sait combien c'était une méprise. Elle a mis au point une crème glacée végétalienne sans lait, ainsi qu'une gamme d'autres produits alimentaires, tous issus de graines de lupin. Prolupin, dont le siège se trouve près de Rostock, vend ses produits en Allemagne. Toutefois, l'expansion dans d'autres pays européens nécessite des investissements supplémentaires. Les entreprises relativement nouvelles de la bioéconomie ont du mal à se procurer des financements, étant donné qu'elles n'ont pas les antécédents nécessaires pour obtenir des prêts bancaires et que les investisseurs en capital-risque préfèrent se concentrer sur d'autres secteurs.

C'est à ce stade qu'intervient le Fonds européen en faveur de la bioéconomie circulaire. Il est en passe de lever 250 millions d'euros pour la bioéconomie et la bioéconomie circulaire et il investit dans des entreprises en phase de démarrage et dotées de technologies éprouvées qui ont besoin de financements pour intensifier leurs activités et se développer sur de plus grands marchés. **La bioéconomie et la bioéconomie circulaire sont des segments clés pour rendre l'économie plus durable et protéger l'environnement. La bioéconomie réduit notre dépendance à l'égard des ressources naturelles en promouvant des produits durables qui utilisent des ressources biologiques renouvelables (comme les lupins) pour produire des aliments, des matériaux et de l'énergie.**

Le Fonds européen en faveur de la bioéconomie circulaire trouve son origine dans une étude de 2017 menée par l'équipe InnovFin – Services de conseil de la BEI, avec l'appui de la Commission européenne. Cette étude a mis en évidence une lacune importante dans le financement des entreprises appartenant à la bioéconomie qui doivent élargir leur production et leur distribution. Le rapport recommandait la création d'un fonds de participation pour soutenir les entreprises en phase de croissance. La Banque européenne d'investissement et la Commission européenne ont donc choisi un conseiller en investissement, qui a créé le Fonds européen en faveur de la bioéconomie circulaire. « La bioéconomie et la bioéconomie circulaire sont encore perçues comme un secteur embryonnaire », déclare Yicui Sun, qui est chargée des investissements de la BEI dans le Fonds. « La garantie de la Commission européenne facilite la mobilisation d'investisseurs privés pour suppléer à cette lacune. »

Fort de 82 millions d'euros à sa première clôture en octobre, le Fonds suscite beaucoup d'intérêt auprès des investisseurs tant privés que publics et est en bonne voie pour les levées de fonds suivantes. **« Cela stimulera l'activité de ce secteur en Europe »**, ajoute Felipe Ortega Schlingmann, chef de la division Agro-industrie et développement rural à la BEI. **« Le potentiel de croissance est considérable. »**

ESPACE ET DURABILITÉ

Une société basée sur les rives du lac de Côme construit des conteneurs à satellites pour recueillir, depuis l'espace, des données sur les changements climatiques et nettoyer les débris accumulés au fil des décennies

Les satellites sont utiles à la population et aux premiers secours lorsque les réseaux terrestres sont endommagés par des catastrophes naturelles, comme des ouragans ou des séismes. En cas de pandémie, ils connectent numériquement les patients isolés ou vivant en zone rurale aux professionnels de santé. Et ils fournissent des données permettant de suivre les dangers liés au réchauffement planétaire – et nos avancées dans la lutte contre ce dernier.

Toutefois, les satellites produisent aussi des débris spatiaux. Une fois leurs missions terminées, les petits satellites sont ramenés sur Terre afin de brûler dans l'atmosphère. Les plus gros sont redirigés vers des cimetières de vaisseaux spatiaux dans les océans ou sont maintenus sur des orbites de rebut sous contrôle. Il est temps de trouver une réponse à l'augmentation du nombre de débris spatiaux.

D-Orbit, société du « nouvel espace » basée à proximité du lac de Côme en Italie, est une pionnière de l'économie spatiale durable et de la logistique spatiale. « Plusieurs de nos clients sont des spécialistes de l'observation terrestre. Ils fournissent des données et des informations sur les conditions météorologiques, la pollution, la foresterie et l'agriculture, les océans, l'érosion côtière et les infrastructures essentielles », explique Luca Rossettini, directeur général et fondateur de D-Orbit. « L'espace ouvre des perspectives pour notre société, nos industries et nos établissements de recherche. »

En octobre 2020, D-Orbit a lancé, avec Vega, la fusée européenne du centre spatial guyanais, son premier conteneur à satellites ION (In Orbit Now), qui a déployé 12 petits satellites d'imagerie terrestre Super Dove de l'entreprise Planet. Le conteneur à satellites ION, développé par D-Orbit, bénéficie du soutien de la Banque européenne d'investissement sous la forme d'un prêt de 15 millions d'euros. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un protocole d'accord signé en 2018 entre la Banque européenne d'investissement et l'Agence spatiale européenne.

Microsatellites et nanosatellites

Les missions de transport de satellites de D-Orbit sont pilotées depuis son siège à proximité du lac de Côme. Ses conteneurs à satellites sont conçus pour être lancés par différentes fusées disponibles sur le marché. Ils font en quelque sorte office de taxi spatial pouvant accueillir plusieurs nanosatellites ou microsatellites. Ces « CubeSats » miniaturisés pèsent quelques kilogrammes chacun. Il est également possible de transporter d'autres types de charges utiles, comme les technologies mises au point par de jeunes pousses, des instituts de recherche et des entreprises spatiales qui doivent tester et valider une technologie dans l'espace avant de pouvoir la commercialiser.

« Le conteneur à satellites ION est une solution innovante pour aider les petits opérateurs de satellites à tester leurs technologies dans l'espace et accélérer la commercialisation de nouveaux services satellitaires », déclare Christian Kohr, ingénieur en chef au sein de la division Infrastructures numériques de la BEI, qui a travaillé sur l'opération D-Orbit. Et Anders Bohlin, économiste principal de la BEI, qui est intervenu sur ce projet, d'ajouter : **« Grâce au concept ION, D-Orbit est un chef de file de l'innovation dans ce domaine. »**

ACIER ÉCOLOGIQUE, ACIER CIRCULAIRE

Les industries à forte intensité énergétique sont à l'origine de 15 % des émissions totales de CO_2 dans le monde. Le grand sidérurgiste ArcelorMittal met au point une technologie de décarbonation de l'acier novatrice pour réduire ses émissions et transformer le CO_2 en un biocarburant exploitable

Un haut fourneau réduit chimiquement le minerai de fer en fer, qui est ensuite transformé en acier, au moyen de charbon. Ce faisant, il dégage d'importantes quantités de CO et de CO_2, qui sont des gaz à effet de serre. En Europe, les aciéristes captent ces sous-produits gazeux et les transforment en électricité et en chaleur utile. Mais le CO_2 est ensuite rejeté dans l'atmosphère.

> **" Ce financement ne serait pas possible sans le soutien qu'apporte la Commission au titre du programme InnovFin. "**

Les aciéries intégrées constituent par conséquent un domaine d'application essentiel de la décarbonation. Le grand sidérurgiste ArcelorMittal Belgique met actuellement en œuvre une technologie novatrice unique en son genre à une échelle et un niveau de complexité qui n'existent nulle part ailleurs à ce jour. Ce projet s'inscrit dans le droit fil de la feuille de route d'ArcelorMittal Europe pour la réduction des émissions de carbone, qui vise une diminution de 30 % d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici 2050.

L'installation capte les effluents gazeux riches en CO et CO_2 émis par le haut fourneau et les transforme en éthanol par un procédé de fermentation utilisant des microbes (procédé « Carbalyst »). Cette technologie a été élaborée par l'entreprise américaine LanzaTech, dont ArcelorMittal est un partenaire depuis dix ans. « En tant que producteur de matériaux, nous pensons que nous devons mettre l'accent sur l'économie circulaire et mettre en place des procédés "cradle to cradle", soit littéralement du berceau au berceau, qui consomment moins de ressources primaires et nous permettent de réduire les émissions de carbone », explique Carl De Maré, directeur de la stratégie technologique au sein du groupe ArcelorMittal. **« Les déchets d'acier, comme tout autre déchet, doivent être recyclés, et le haut fourneau est un excellent outil pour y parvenir. »**

Le projet comporte par ailleurs une deuxième étape. Étant donné que le carbone sert actuellement d'intrant dans le haut fourneau sous la forme de charbon fossile, l'entreprise a l'intention de remplacer une partie de ce carbone fossile par des déchets de bois traités pour devenir du biocharbon. Ce recours à un carbone circulaire au lieu du charbon fossile constitue un premier pas vers la transition écologique.

« C'est une technique classique de captage et d'utilisation du carbone », poursuit Carl De Maré. « Le haut fourneau est au cœur du processus. Le projet intervient au stade final, au niveau des sous-produits, avec la production d'éthanol, mais aussi au tout début, avec la torréfaction de carbone provenant de sources naturelles. En alliant ces deux innovations, on obtient un produit appelé bioéthanol, c'est-à-dire un éthanol issu de carbone d'origine biologique. Le cycle du carbone est ainsi bouclé. »

Financer l'innovation : de la théorie à la pratique

Avec ce type d'innovation technologique, rien n'est simple ni certain. De plus, un investissement substantiel doit être consenti pour les nouvelles usines, l'équipement et les machines. Financer une telle entreprise relève donc d'une gageure.

> **Nous prenons un risque technologique, mais nous voulons soutenir ce secteur.**

En mai 2020, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 75 millions d'euros avec ArcelorMittal Belgique au titre du volet Projets de démonstration liés à l'énergie du programme InnovFin de la Commission européenne, pour financer une partie de la construction des nouvelles installations. « C'est un projet novateur intéressant, qui est difficile à mettre en œuvre », commente Senso Figaredo Pire, chargé de prêts principal à la Banque européenne d'investissement, qui a mené à bien cette opération complexe. « Il contribue à l'économie circulaire et produit un éthanol écologique, qui peut servir de carburant ou de matière première dans de multiples processus chimiques. »

« Ce financement ne serait pas possible sans le soutien qu'apporte la Commission au titre du programme InnovFin », ajoute Senso Figaredo Pire. « Nous avons collaboré étroitement avec la Commission. Ce projet pourrait maintenant représenter une avancée considérable dans la transition écologique de l'industrie sidérurgique. »

Le projet sera mis en œuvre dans un premier temps sur le site d'ArcelorMittal situé à Gand. L'objectif consiste à utiliser 15 % des sous-produits gazeux pour la production d'éthanol au lieu d'électricité. À terme, ArcelorMittal s'est toutefois fixé pour ambition de remplacer progressivement toutes ses centrales électriques internes au profit de la transformation des rejets gazeux en éthanol, ou dans une étape ultérieure, en d'autres produits chimiques de base.

Étant donné que les sous-produits gazeux du carbone produisent moins d'électricité, ArcelorMittal pourra avoir recours à des accords d'achat d'électricité avec des producteurs d'énergies renouvelables, ce qui favorisera indirectement le développement de la production d'électricité à partir de sources renouvelables. D'après les projets de l'entreprise, cinq installations de ce type devraient être opérationnelles en Europe et dans le reste du monde d'ici 2025.

Quoi de mieux qu'un carbone recyclé ? Un carbone recyclé et écologique

Le projet est viable sur le plan économique, car il existe une demande soutenue d'éthanol, qui est également plus facile à stocker et à transporter que l'électricité. L'éthanol a une multitude d'applications. Mélangé à de l'essence, il peut servir de carburant. Il peut aussi être converti en éthylène, un composant de base dans la fabrication de plastiques, contribuant ainsi à l'économie circulaire.

« Cet investissement protège les emplois existants en maintenant l'industrie sidérurgique en Europe, où nous avons besoin d'un personnel hautement qualifié pour concevoir et faire fonctionner ces installations », affirme Marc Tonteling, ingénieur à la Banque européenne d'investissement.

Avec la conjonction de ces deux processus innovants, l'entreprise vise une production de 80 millions de litres de bioéthanol, ce qui correspond au carburant consommé par 600 vols entre New York et Londres. ArcelorMittal estime que les réductions de CO_2 équivaudront aux émissions annuelles de 350 000 voitures.

« J'ai apprécié l'enthousiasme et l'engagement de l'équipe de Gand, qui souhaite réellement que ce projet soit un succès », poursuit Marc Tonteling. « Nous prenons un risque technologique, mais nous voulons soutenir ce secteur. En cas de réussite, ce projet peut en outre aboutir à une production généralisée de produits à base de carbone circulaire, comme le biocharbon, les carburants au carbone recyclé, le bioéthanol et bien d'autres encore. »

DES SECRETS À RÉVÉLER

Changements climatiques : les nouvelles infrastructures de la Grèce fourniront des informations vitales pour l'étude du réchauffement planétaire et la prévision des catastrophes naturelles

Le sud-est de la Méditerranée est un laboratoire naturel qui peut aider les scientifiques à observer et à prévoir les changements climatiques à l'échelle mondiale. Pourtant, jusqu'à présent, cette région n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes.

Pour remédier à cette lacune, deux centres de recherche publique grecs de premier plan construisent des infrastructures et des équipements destinés à mesurer l'air et à explorer les eaux du sud-est de la Méditerranée – depuis les couches atmosphériques les plus élevées jusqu'à plus de 5 000 mètres en dessous du niveau de la mer, dans la zone la plus profonde de la Méditerranée, qui se situe en Grèce.

L'Observatoire national d'Athènes met en place l'observatoire panhellénique de géophysique d'Anticythère (PANGEA) ; il sera situé sur Anticythère, une petite île quasiment inhabitée, sise entre la Crète et le Péloponnèse. « Le projet PANGEA constitue un grand bond en avant dans la mesure des paramètres atmosphériques et dans la construction de modèles climatiques pour le sud-est de la Méditerranée », affirme le professeur Manolis Plionis, président de l'observatoire. « La région méditerranéenne est une zone sensible en matière de changements climatiques et **les données nous permettront de comprendre leur évolution dans les années à venir** et leurs conséquences sur la société et l'économie. »

Parallèlement, le Centre hellénique de recherche marine construira un nouveau navire de recherche océanographique destiné à remplacer le précédent, qui doit être mis à l'arrêt après 35 ans de bons et loyaux services. Le nouveau navire pourra sonder aussi bien les eaux continentales peu profondes que les eaux maritimes profondes. D'une longueur de 70 mètres et d'une largeur de 16 mètres, il transportera des laboratoires interdisciplinaires et offrira des ponts ouverts spacieux permettant de recevoir des conteneurs renfermant des laboratoires mobiles et interchangeables, ce qui en fera une plateforme polyvalente pour toute une série de missions scientifiques ou autres.

« La Méditerranée revêt une importance critique pour les changements climatiques, car elle représente en quelque sorte un **océan miniature** qui réagit rapidement à la variabilité climatique. Ses eaux noires inexplorées recèlent encore de nombreux secrets », déclare Aris Karageorgis, président du centre de recherche. « Un nouveau navire solide et doté de technologies de pointe peut nous aider à **explorer davantage les eaux et les fonds marins de la Méditerranée** et à prévoir l'évolution des zones de pleine mer sous l'angle des changements climatiques. »

Changements climatiques : des infrastructures grecques pour répondre à un défi mondial

La station PANGEA permettra un suivi continu des variables climatiques essentielles et de l'activité géophysique et diffusera en temps réel des données de suivi certifiées à destination de la communauté scientifique. Elle vise à répondre à plusieurs problématiques telles que les changements climatiques et leurs incidences sur les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles en Grèce et en Méditerranée orientale ; elle permettra aussi le suivi de l'activité sismique. Dans le sud-est de la Méditerranée, cette vigilance est essentielle parce que la région était insuffisamment surveillée jusqu'à présent, malgré son intense activité tectonique.

Le navire constitue quant à lui un élément d'infrastructure neuf dans une flotte océanographique mondiale vieillissante qui, selon Aris Karageorgis, peut « guérir l'océanographie ».

Sur le plan scientifique, ces projets permettront une collecte constante de variables climatiques essentielles, dans l'atmosphère et en mer, pour alimenter les modèles climatiques. Des modèles climatiques fiables peuvent donner lieu à de meilleures observations et à des prévisions plus précises concernant les changements climatiques. Les données aideront les scientifiques à comprendre l'évolution du climat et à distinguer les changements climatiques naturels de ceux causés par les activités humaines. Dans le domaine de la recherche marine, la préservation de la biodiversité sera renforcée grâce à l'observation de l'évolution des organismes vivants, par exemple l'étude des espèces allochtones provenant d'eaux tropicales sous l'effet de la montée de la température des eaux marines.

Lutte contre la fuite des cerveaux, entre autres avantages pour la société grecque

Des retombées positives pour la société grecque pourront aussi être observées. **Les données de la station PANGEA aideront les autorités de la protection civile grecque à prévoir les catastrophes naturelles et, dans la mesure du possible, à éviter leurs graves conséquences**. De plus, cette infrastructure donnera à la Grèce l'occasion de redorer son blason sur le plan de la recherche. « Dans le domaine de la recherche, bien souvent, la Grèce n'est pas assez compétitive », déplore Martin Humburg, économiste à la Banque européenne d'investissement. « Ces projets démontrent que le pays compte d'excellents chercheurs tournés vers l'avenir. Ils ont uniquement besoin de soutien et d'infrastructures pour pouvoir utiliser leurs connaissances et leurs compétences et faire ainsi jeu égal avec les autres. »

Et le professeur Plionis d'ajouter : « Le projet PANGEA aura d'importantes retombées positives sur la société, notamment l'inversion du déclin démographique d'Anticythère et l'amélioration du transport maritime côtier dans cette région frontalière ».

La Banque européenne d'investissement, qui est la banque européenne du climat, a signé en juillet 2020 un prêt de 57,5 millions d'euros en faveur de l'État grec pour financer la construction et l'équipement de l'observatoire de géophysique d'Anticythère et un nouveau navire océanographique. Le calendrier de mise en œuvre de ces projets s'étend sur cinq à six ans.

Les financements à l'appui de projets scientifiques sont rares, en particulier dans le contexte d'austérité que connaît la Grèce depuis la crise financière, explique Costas Kargakos, chargé de prêts de la BEI, qui a traité le dossier. **« Cette opération appuie les efforts des autorités grecques visant à promouvoir les investissements dans des infrastructures de recherche stratégiques et cherche à contribuer à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets, l'une des grandes priorités de la Banque et de l'Union européenne. »**

> **“ Les données nous permettront de comprendre l'évolution des changements climatiques dans les années à venir et leurs conséquences sur la société et l'économie. ”**

UN PROJET DE VIE POUR LA VILLE

L'urbanisme doit s'adapter aux besoins des citoyens en période de pandémie, tout en rendant les villes plus vertes et résistantes aux changements climatiques. Barcelone fait figure de pionnière

Barcelone s'emploie à réduire la pollution, mais aussi à créer des espaces de vie qui encouragent les jeunes à rester, tout en aidant les personnes âgées à prendre soin d'elles-mêmes. « Barcelone s'est dotée d'une stratégie très claire », explique Alex Saz-Carranza, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement. « Le nouveau plan de la Ville est axé sur la mobilité, l'efficacité énergétique et la cohésion sociale. Tous ces volets l'aideront à se préparer pour l'avenir, mais aussi à sortir de la pandémie de COVID-19. »

L'incidence des changements climatiques a occupé une place centrale dans l'urbanisme ces dernières années, mais la pandémie a posé de nouveaux défis, en particulier pour le secteur de la santé et la vie dans les zones urbaines denses. Les espaces publics doivent permettre aux gens de se rencontrer, tout en respectant les distances de sécurité. En 2020, la Banque européenne d'investissement a approuvé un prêt de 95 millions d'euros destiné à aider Barcelone à mener à bien une quarantaine de projets mettant l'accent sur l'action climatique et l'amélioration des conditions de vie dans la ville.

Ce prêt est consacré, pour un quart de son montant, à la revitalisation de quelque 200 000 mètres carrés de terrain et à la création de « super-îlots » permettant aux habitants de se déplacer, d'utiliser les espaces publics pour leurs loisirs et d'exercer plus facilement une activité économique. Dans de nombreuses parties de la ville, priorité sera donnée aux piétons. La vitesse de circulation des véhicules sera limitée à 10 km/h dans certaines zones. La conception de tous les nouveaux bâtiments répondra aux normes de consommation énergétique quasi nulle. De nouvelles lignes d'autobus et voies cyclables inciteront les habitants à ne pas prendre leur voiture en ville et à réduire leurs émissions. Un coup d'accélérateur est donné à un programme de plantation d'arbres. Résultat : une ville plus résiliente face aux changements climatiques, dont les habitants peuvent plus facilement respecter les règles de distanciation sociale.

Des zones sans circulation automobile

Au cours des huit dernières années, la Banque a investi plus de 150 milliards d'euros pour l'édification de villes plus agréables à vivre. **A l'image de l'opération en faveur de Barcelone, un accord de financement de 201 millions d'euros, également conclu en 2020, permettra à Milan de renforcer l'efficacité énergétique de ses bâtiments, faciliter les déplacements des citadins et leur utilisation des transports publics, créer davantage d'espaces verts et stimuler la reprise de l'économie après la pandémie**.

Le plan de Barcelone pour le climat prévoit une nette réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la consommation d'eau et de la pauvreté. La Ville a pour objectif de parvenir à la neutralité carbone d'ici 2050. « Les Barcelonais sont enclins à prendre des initiatives et honorent une longue tradition de participation », affirme Leonor Berriochoa, ingénieure principale au sein de la division Développement urbain à la Banque européenne d'investissement. « Il existe un dialogue nourri avec les citoyens à l'égard des questions climatiques et sociales. Ils aiment jouer un rôle utile, donner leur avis et rendre les villes plus animées. »

LE PACTE VERT EN ACTION

En Pologne, une modification de la législation attire les investisseurs internationaux, ce qui donne un coup de pouce aux énergies renouvelables et ouvre la voie à la transition verte

Sur une portion de 50 km du littoral de la mer Baltique, en Pologne, 29 éoliennes sont en cours de construction. Leurs grandes silhouettes blanches dominent des collines pittoresques peuplées d'élans, de cerfs et de lapins. Une fois achevées, elles fourniront suffisamment d'électricité propre pour alimenter 138 000 foyers polonais. « Je suis très fière de la façon dont notre parc éolien apporte la preuve que la nature et la production d'électricité peuvent coexister », s'enthousiasme Diana Kazakevic, directrice d'Ignitis Pologne, une entité du groupe Ignitis, le fournisseur lituanien d'énergie, coté à Vilnius et à Londres, qui construit ce parc éolien. « En Pologne, la production d'électricité a si souvent fait du tort à la nature. »

En Poméranie, les parcs éoliens d'Ignitis s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle évolution en faveur de l'énergie propre en Pologne, un pays qui continue de tirer la quasi-totalité de son énergie d'une source polluante, le charbon. **En 2020, la Banque européenne d'investissement a signé trois prêts en faveur de parcs éoliens en Pologne ainsi qu'une opération liée à l'énergie solaire**. « La Pologne ressent une certaine pression, en raison des changements climatiques », explique Roland Schulze, conseiller de direction en matière de technologies à faible intensité de carbone au sein de la Banque. « La Banque européenne d'investissement est en première ligne pour aider la Pologne à transformer son secteur énergétique. »

En Pologne, les investissements dans les énergies renouvelables ont gagné en attractivité il y a deux ans, lorsque le gouvernement a modifié la législation relative aux contrats de fourniture d'énergie. En vertu de la nouvelle loi, les entreprises font leur offre sur la base du prix auquel elles se proposent de vendre l'électricité. Si le prix du marché baisse, ce prix proposé leur est garanti. Si le prix grimpe, elles paient la différence à l'État.

Nouvelles opérations dans le secteur des énergies renouvelables en Pologne

Le projet d'Ignitis est l'une des premières opérations à avoir été conclues au titre de la nouvelle loi. Le financement de la Banque européenne d'investissement, qui a prêté près de 60 millions d'euros en faveur du projet, a montré « que nous avons des partenaires dont le programme d'action est axé sur le développement durable et l'écologie », ajoute Diana Kazakevic, d'Ignitis. À l'instar de certains des quatre autres accords conclus en 2020 par la BEI dans le domaine des énergies renouvelables en Pologne, ce prêt est assorti d'une garantie au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Cette tendance qui émerge en Pologne pourrait être cruciale pour le pacte vert pour l'Europe. En 2020, la Commission européenne a annoncé un plan de lutte contre les changements climatiques, lequel repose sur l'engagement de parvenir à zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 en Europe. Mais le pacte vert pour l'Europe veille également à ce que les régions qui dépendent actuellement des combustibles fossiles ne soient pas laissées de côté dans la transition vers les technologies propres. Cela est essentiel pour la Pologne, vu l'importance de son industrie charbonnière.

« Nous assistons ici à la mise en action du pacte vert », conclut Vincent Metzler, expert de la BEI en financement sur projets. « Ce secteur nécessite beaucoup d'infrastructures, et c'est bon pour l'emploi. Pour assurer une transition juste, c'est exactement ce qu'il faut. »

DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

VUE D'ENSEMBLE

Placer les personnes, les droits humains et l'inclusion sociale au centre des efforts de développement permet de multiplier les possibilités et les avantages pour tous et toutes. S'ils sont bien ciblés, les investissements peuvent contribuer à la transition écologique et au développement social : c'est pourquoi la BEI investit dans des projets qui favorisent une approche inclusive de la transition vers la décarbonation et renforcent la résilience des collectivités qui pâtissent le plus des changements climatiques en Europe et ailleurs. La BEI œuvre pour la prise en compte, le respect et la promotion d'un large éventail de droits humains, dont ceux des populations autochtones, des communautés locales, des migrants, des femmes et des enfants, par le biais de ses normes environnementales et sociales et de politiques pertinentes. Elle continuera ainsi de faire en sorte que ses opérations conjuguent efficacité, impact et durabilité.

Yasmine Pagni, cheffe de l'unité Politique sociale, direction des projets

Le secteur mondial de la microfinance a été durement touché par les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Pour protéger les microentreprises, de nombreuses autorités nationales de surveillance ont invité les institutions de microfinance (IMF) à reporter tous les remboursements dus par leurs clients, ce qui a entraîné pour ces IMF une détérioration de leurs portefeuilles de prêts et des contraintes de liquidité en l'absence de flux de trésorerie. Le soutien continu que la BEI apporte aux IMF sous la forme de financements à long terme est particulièrement important dans ce contexte. Après la crise liée à la pandémie de COVID-19, le niveau des financements nécessaires pour appuyer la reprise des économies qui reposent généralement sur les microentreprises et les petites entreprises pourrait être plus élevé encore que ce qu'il était auparavant.

Milena Messori, cheffe de la division Fonds propres et microfinance hors UE, direction des opérations

En Tunisie, comme dans d'autres pays partenaires, la BEI a réagi rapidement à la crise liée à la pandémie de COVID-19 en finançant l'acquisition de matériel médical et en assouplissant les conditions de ses prêts existants. Nous avons réaffecté une partie du prêt en cours visant la remise en état des écoles à l'achat d'équipements de protection pour les enseignants et les élèves de tout le pays. Nous avons également poursuivi nos efforts pour améliorer le quotidien des Tunisiens en finançant des infrastructures d'approvisionnement en eau dont ils ont grand besoin et un projet de mobilité urbaine dans la région du Grand Tunis, où vit un quart de la population.

Jean-Luc Revéreault, chef de la représentation de la BEI à Tunis, Secrétariat général

DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

Un proverbe africain dit : « Si tu veux aller vite, marche seul mais si tu veux aller loin, marchons ensemble. » La BEI a travaillé d'arrache-pied pour établir des partenariats – avec les États membres de l'UE, leurs institutions de financement du développement et les institutions financières internationales, les pouvoirs publics et les entreprises privées dans le monde entier. Tous ces partenariats se mettent en place avec notre partenaire naturel, la Commission européenne, dans le cadre de l'équipe d'Europe pour faire face à la pandémie de COVID-19. Toutefois, même dans ces circonstances, nous ne devons pas oublier les problématiques actuelles qui sont exacerbées par la crise : changements climatiques, inégalités entre les sexes et autres inégalités, et chômage, en particulier chez les jeunes. Ces problématiques doivent demeurer au cœur de notre réflexion, et nous devons explorer les moyens d'en faire plus et d'être plus innovants dans notre approche.

Catherine Collin, cheffe de la représentation régionale pour l'Afrique de l'Est, Nairobi, Secrétariat général

La BEI a appuyé des installations solaires photovoltaïques du secteur privé au Sénégal, en Zambie et au Mexique ainsi que des parcs éoliens en Mongolie, au Kenya et en Jordanie. En tant que banque européenne du climat, elle continuera de promouvoir le déploiement d'énergies propres et abordables sur les marchés émergents. Les projets du secteur privé dans le domaine des énergies renouvelables font généralement l'objet d'un financement sur projet assorti d'un droit de recours limité. Depuis 2015, ils représentent plus de 90 % de l'ensemble des financements sur projet de la BEI à l'extérieur de l'Union européenne.

Paloma Perez de Vega, cheffe de la division Financements sur projet – Pays partenaires tiers et pays voisins, direction des opérations

La pandémie de COVID-19 ne connaît pas de frontières et ses conséquences économiques et sociales sans précédent se font sentir partout dans le monde. Nos partenaires de l'élargissement et du voisinage sont durement touchés. En tant que banque de l'UE, la BEI a un rôle particulier à jouer pour les aider à faire face aux multiples effets de cette pandémie. Depuis le début de la crise actuelle, en étroite collaboration avec la Commission européenne et dans le cadre de l'initiative de l'équipe d'Europe, nous avons contribué au renforcement des systèmes de santé, appuyé les milieux économiques et amélioré les infrastructures essentielles.

Flavia Palanza, directrice du département Pays voisins, direction des opérations

Toute crise ouvre aussi des perspectives. La pandémie de COVID-19 et les restrictions de voyage associées ont mis en évidence la très grande valeur ajoutée de nos équipes dédiées à l'action extérieure, qui sont de plus en plus nombreuses et réparties dans près de 30 bureaux sur cinq continents. Nous intervenons de manière efficace et efficiente sur le terrain, en dépit des difficultés actuelles.

Ulrich H. Brunnhuber, chef de la représentation pour l'action extérieure, Secrétariat général

UN SOULAGEMENT RAPIDE

Pour le système de santé marocain, la pandémie de COVID-19 est un défi de taille. Le concours financier rapide de la BEI contribue à la lutte contre la crise et à la formation de personnel médical afin d'améliorer la qualité de vie sur tout le territoire

Au centre hospitalier universitaire (CHU) Ibn Rochd de Casablanca, les lits se remplissent en raison de l'augmentation du nombre de patients atteints du coronavirus. Le professeur Kamal Marhoum El Filali, chef du service des maladies infectieuses du CHU, affirme que l'hôpital « gère » l'afflux de malades. Mais si les admissions continuent d'augmenter, l'hôpital pourrait rapidement manquer de lits de soins intensifs et de réanimation. « La situation devient de plus en plus compliquée », explique-t-il.

Le Maroc a agi avec détermination pour endiguer la pandémie au printemps, plaçant tout le pays en confinement et freinant le tourisme et d'autres types de déplacements. Mais à l'image de nombreux pays, il est confronté à une deuxième vague de contaminations qui s'apparente à un raz-de-marée. À la mi-novembre, il enregistrait près de 5 000 cas d'infection et environ 80 décès par jour. Dans ce pays de 37 millions d'habitants, plus de 320 000 personnes avaient contracté le virus et environ 5 000 en étaient mortes à cette date. Le système de santé croulait sous le poids de cette crise.

> **" L'urgence et la pression étaient très fortes, car je savais que nous sauvions réellement des vies. Le facteur temps était vital. "**

Le CHU n'admet que les patients atteints de formes sévères de la COVID-19, qui ont besoin de soins intensifs ou d'une réanimation, et ses employés infectés par le virus. Selon le professeur Marhoum, l'une des plus grandes difficultés de l'hôpital est de gérer le nombre croissant de membres du personnel hospitalier malades ou exposés au virus qui doivent s'isoler pendant une période pouvant aller jusqu'à 14 jours. **« Nous manquons déjà de personnel », affirme-t-il. « Cela complique énormément l'organisation. »**

Venir à bout d'une pandémie

Lorsque le Maroc est entré en confinement au printemps, le pays n'avait enregistré que 77 cas de coronavirus. Toutefois, les autorités avaient vu le virus décimer certaines régions d'Espagne et les responsables savaient que le système de santé marocain ne disposait pas des ressources suffisantes pour faire face à une telle vague. « Si nous avions atteint le même niveau qu'en Europe, nous aurions été submergés », explique le professeur Marhoum.

Ces mesures drastiques ont permis au Maroc de limiter le nombre de décès. Lors de la première vague, le taux de létalité – le nombre de décès par rapport au total des contaminations – était l'un des plus bas au monde. Au Maroc comme dans d'autres pays d'Afrique, le faible taux de mortalité peut être attribué à la jeunesse de population.

Grâce aux mesures de confinement, les autorités ont aussi disposé d'un temps précieux pour mettre en place des installations de dépistage, des sites web et des permanences téléphoniques afin de communiquer avec le grand public. Elles ont travaillé avec des organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la Santé pour affûter la riposte à la pandémie et ont mobilisé des fonds d'urgence auprès de prêteurs internationaux, dont **la Banque européenne d'investissement, qui a octroyé un prêt de 200 millions d'euros pour du matériel médical, des formations et d'autres mesures visant à renforcer le système de santé. Ces efforts ont évité de mettre à rude épreuve le système de santé fragile du pays et les 9 200 médecins du secteur public.**

DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

En contact permanent

Le confinement du Maroc s'est produit tout juste une semaine après le retour au Luxembourg d'Hervé Guenassia, chargé de prêts principal et responsable pays de la BEI au Maroc, en poste à Casablanca. Hervé Guenassia est resté en contact permanent avec les autorités marocaines au fil de l'évolution de la pandémie et la Banque a répondu rapidement à une demande d'aide en mars. Le prêt de la BEI, d'un montant de 200 millions d'euros, sert à financer des appareils, fournitures et équipements médicaux. Il est assorti de conditions de prêt souples de sorte que le Maroc peut utiliser ces fonds pour tout achat effectué depuis le 1er février dans le domaine de la santé en lien avec la pandémie de COVID-19 et les responsables peuvent présenter la preuve d'achat a posteriori. Le prêt peut également couvrir jusqu'à 90 % du coût d'un projet, soit bien au-delà de la limite normale de 50 %.

Les fonds sont parvenus au Maroc en un temps record, avec 100 millions d'euros décaissés en seulement un mois. « L'urgence et la pression étaient très fortes, car je savais que nous sauvions réellement des vies », explique Hervé Guenassia. « Le facteur temps était vital. »

Hervé Guenassia s'est servi du prêt en faveur du Maroc comme d'un tremplin pour mettre en place un mécanisme global – le prêt-programme de santé publique en faveur des pays voisins dans la lutte contre la COVID-19 – afin d'aider les voisins de l'UE en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à faire face à la crise. Le Conseil d'administration de la BEI a rapidement approuvé le nouveau prêt-programme, en moins d'un mois. Ce prêt est rendu possible par l'équipe d'Europe, une initiative dotée de 36 milliards d'euros et destinée à aider les pays partenaires de l'UE à faire face à la pandémie en combinant des ressources de la Commission européenne, des États membres, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Recours à l'aide internationale

Le Maroc est l'un des pays africains les plus touchés par le coronavirus. Selon Anna Barone, cheffe de la représentation de la BEI au Maroc, la pandémie a mis au jour d'énormes lacunes dans le système de santé du pays : une infrastructure hospitalière insuffisante, un manque de personnel médical qualifié et d'importantes disparités dans la couverture des soins de santé. Au début de la crise, le Maroc comptait l'un des plus faibles taux de lits d'hôpital de la région, avec seulement 1,1 lit pour 1 000 habitants. Anna Barone indique que le total des dépenses publiques de santé est également faible dans la région, avec environ 160 dollars par personne et par an.

Si le manque d'infrastructures demeure un défi de taille, le Maroc a su réagir rapidement et efficacement à la crise en tirant parti des ressources et du savoir-faire de la communauté internationale. Le pays a doublé ses capacités et compte désormais environ 3 000 lits de soins intensifs. Des centres de dépistage ont été aménagés et il s'en ouvre de nouveaux chaque jour. Les prêts de la BEI et d'autres bailleurs de fonds ont permis de financer des fournitures, du matériel et des traitements médicaux qui faisaient défaut.

La mise en ordre de bataille du personnel médical qualifié pour lutter contre la pandémie a toutefois constitué un défi plus important. Les professions médicales qualifiées sont particulièrement rares dans les zones rurales, qui peuvent pâtir d'infrastructures modestes et d'obstacles naturels de taille, comme des montagnes ou le désert. « Mais cela va au-delà des moyens financiers. S'ils n'ont pas le personnel nécessaire pour distribuer les masques et procéder à des tests en laboratoire, ce sera compliqué », explique Dana Burduja, économiste principale en santé à la BEI, qui travaille sur le projet au Maroc.

Par rapport à sa population, le Maroc compte environ trois fois moins de médecins que la Tunisie (0,54 pour 1 000 habitants). Une partie du prêt de la BEI servira à financer des investissements « immatériels », tels que la formation des médecins et cliniciens ainsi que du personnel médical et administratif des hôpitaux.

Accès aux soins universel : une route semée d'embûches

En 2002, le Maroc a lancé un plan visant à introduire un accès aux soins de santé universel. Même si la route a été longue et difficile, ce plan a porté ses fruits. L'espérance de vie est élevée au Maroc et les indicateurs clés s'améliorent constamment. La mortalité infantile, par exemple, a été réduite de moitié, passant de 42 à 20 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 2000 et 2017.

La dernière initiative en date visant à élargir la couverture sanitaire prend la forme d'une stratégie quinquennale allant de 2017 à 2021 et prévoit l'amélioration des ressources hospitalières, l'élargissement de la couverture médicale aux travailleurs indépendants ou aux professions réglementées, l'augmentation du nombre d'employés du secteur de la santé et l'harmonisation de l'enseignement dispensé aux étudiants en médecine au Maroc.

Les autorités ont engagé des moyens tangibles pour appuyer leurs plans. Les dépenses publiques de santé ont augmenté de 10 % en valeur nominale en 2019, tandis que l'ensemble des investissements dans les soins de santé, secteurs public et privé confondus, ont progressé de 40 %, selon Oxford Business Group.

Toutefois, dans les faits, les soins de santé, et en particulier les soins primaires, restent hors de portée de nombreux Marocains. L'objectif de développement durable n° 3 des Nations unies appelle au minimum à un accès universel aux soins de santé de base, mais de nombreux Marocains n'en bénéficient pas, soit parce qu'ils vivent en milieu rural, soit parce qu'ils ne sont pas couverts par le régime d'assistance médicale (RaMed) relevant de l'État.

« Même si, en théorie, les personnes pauvres et vulnérables ont droit à une prise en charge gratuite, ces services connaissent en réalité de nombreuses difficultés en matière de structure, de personnel et de qualité », explique Anna Barone.

La crise ouvre la voie à une réforme

Selon Anna Barone, l'immense soutien international que le Maroc a reçu pendant la pandémie pourrait donner l'impulsion nécessaire pour s'attaquer aux autres entraves à l'amélioration de l'accès aux soins de santé. « Nous devons nous saisir de l'urgence de la crise pour mettre en œuvre des réformes qui prennent généralement beaucoup plus de temps », déclare-t-elle.

La Banque européenne d'investissement a également un rôle à jouer à ce niveau. Anna Barone affirme que la Banque peut contribuer à renforcer la coopération entre les différentes agences intervenant dans le domaine de la santé au Maroc, en fournissant un savoir-faire et une assistance technique. La banque de l'UE peut aussi appuyer la rénovation et la construction d'un plus grand nombre d'hôpitaux, en particulier dans les zones rurales.

L'Union européenne et le Maroc travaillent sur un nouveau programme de coopération pour la période 2021-2027, qui pourrait également donner un nouvel élan aux réformes. « Ce pourrait être une formidable occasion d'établir des priorités pour relancer l'économie et soutenir la société », explique-t-elle, « en faisant de l'amélioration du secteur de la santé un pilier central de la reprise du pays ».

" Nous devons nous saisir de l'urgence de la crise pour mettre en œuvre des réformes qui prennent généralement beaucoup plus de temps. "

SAUVONS LES RÊVES DES JEUNES

L'éducation peut être mise à mal par les mesures de confinement. Mais le Maroc et la Tunisie sont intervenus rapidement pour faire en sorte que les étudiants aient tout ce dont ils ont besoin pour continuer à apprendre

Lorsque la pandémie a contraint les écoles marocaines à fermer leurs portes en mars, l'université Euromed de Fès s'est démenée pour dispenser des cours en ligne aux étudiants. Mais l'enseignement à distance n'a pas été facile pour bon nombre d'entre eux, à l'image de Wafa Harir, qui vit à une centaine de kilomètres au sud de Fès. Étudiante en génie numérique et en intelligence artificielle, elle se souvient : « La connexion était lente et instable, les sites tombaient en panne ». Pour ne rien arranger, les données mobiles nécessaires pour participer à ces cours en ligne sont onéreuses.

Wafa Harir et plus de 400 autres étudiants de l'université ne disposaient pas de leur propre ordinateur portable ou d'un accès fiable à internet. L'université a adressé une demande spéciale d'assistance, la BEI ayant déjà financé la construction de ses locaux avec l'Union européenne. La BEI et la délégation de l'UE au Maroc ont donné 500 000 euros au nom de la Commission européenne pour aider les étudiants à travailler de chez eux. **« La pandémie de COVID-19 a jeté un voile d'incertitude sur les rêves des étudiants », explique Didier Bosman, ingénieur principal à la BEI. « Notre objectif n'était pas d'organiser un retour à la normale, mais d'offrir aux élèves méritants une nouvelle normalité au sein de laquelle apprendre et réussir. »**

Quelques semaines après le don de l'UE, 420 ordinateurs portables pourvus d'un accès illimité à internet ont été fournis aux étudiants qui n'avaient pas d'ordinateur et qui vivaient dans des régions éloignées et mal desservies.

Cette opération ciblait les filles qui avaient besoin d'un ordinateur et d'un accès à internet. Nouhayla Chahm, 21 ans, est étudiante en quatrième année de génie civil. **« Je suis reconnaissante à mon université et à l'Union européenne de m'avoir donné le courage et l'énergie de continuer »**, dit-elle. Comme Nouhayla Chahm a obtenu de très bonnes notes, elle peut garder son ordinateur portable pendant trois ans. La subvention a également permis d'acheter des imprimantes 3D pour fabriquer des masques réutilisables et des filtres jetables pour les étudiants et le personnel.

La fin des problèmes en Tunisie

L'École internationale de Tunis fait l'objet de nombreuses améliorations dans le cadre d'un plan de modernisation concernant un tiers des écoles secondaires. Le projet de 220 millions d'euros est financé par l'État tunisien, la BEI, la banque allemande de développement KfW et une subvention de l'UE. Mais alors que les étudiants se préparaient à passer leurs examens de fin d'études, le ministère tunisien de l'éducation a demandé une aide d'urgence, car il ne disposait pas de matériel sanitaire, comme des masques et du gel hydroalcoolique, en quantité suffisante pour assurer leur sécurité.

Didier Bosman, l'ingénieur de la BEI, est intervenu une nouvelle fois. Il savait que l'accord de prêt de la Banque pour le projet de modernisation des établissements scolaires s'était soldé par un excédent inattendu de 8 millions d'euros, le dinar tunisien s'étant déprécié. Il a proposé que la BEI utilise une partie de cet excédent pour fournir des équipements sanitaires d'urgence dans les écoles tunisiennes. En une semaine seulement, 750 000 masques et 102 500 litres de gel hydroalcoolique ont été commandés pour 240 000 élèves et 160 000 enseignants et membres du personnel.

SOLIDARITÉ DANS LE DOMAINE DES VACCINS

Grâce à une initiative mondiale novatrice visant à atténuer l'impact sanitaire et économique de la pandémie, les pays pauvres d'Afrique auront accès à un vaccin anti-COVID-19

Personne n'est à l'abri tant que tout le monde n'est pas à l'abri, car les maladies infectieuses ne s'arrêtent pas aux frontières. Pour protéger l'ensemble de la population, tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, doivent avoir accès à un vaccin anti-COVID-19.

Telle est la mission de COVAX, une initiative mondiale novatrice menée conjointement par GAVI (l'Alliance du vaccin), l'Organisation mondiale de la Santé et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI). Soutenue par la Banque européenne d'investissement et la Commission européenne, COVAX vise à garantir un accès équitable à un vaccin anti-COVID dans tous les pays.

> **"Si nous avons vu dans toute l'Europe se dresser des barrières pour empêcher la propagation du virus, il y avait parallèlement la volonté de contribuer à garantir un accès équitable aux vaccins."**

« Il est essentiel d'assurer une distribution juste et équitable des vaccins anti-COVID qui auront fait leurs preuves pour lutter contre la pandémie et atténuer la situation dramatique dans les pays en développement », explique Raffaele Cordiner, chargé de prêts à la BEI, qui travaille sur ce projet. « Les efforts conjoints de la Banque européenne d'investissement et de la Commission européenne dans le cadre de l'équipe d'Europe soulignent l'importance d'une approche multilatérale pour résoudre les problèmes sanitaires à l'échelle mondiale. L'Europe a mis au point un instrument financier innovant qui illustre le type de solidarité dont nous devons faire preuve à l'égard de nos semblables en ces temps difficiles. »

La BEI investit 400 millions d'euros dans la garantie de marché COVAX (Advance Market Commitment, AMC), l'instrument de financement innovant qui appuiera la participation de 92 pays à revenu faible ou intermédiaire au mécanisme COVAX. L'instrument permet à ces pays d'avoir accès à des doses de vaccins anti-COVID sûrs et efficaces qui sont financées par les donateurs. Outre un appui supplémentaire apporté aux pays, ciblant la préparation et l'exécution, sous l'égide de Gavi et de ses partenaires de l'Alliance, de l'Organisation mondiale de la Santé et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), COVAX veillera à ce que les populations les plus vulnérables dans chaque pays puissent être protégées à court terme, quel que soit leur revenu.

En plus de garantir un accès équitable à tous les pays, COVAX vise à accélérer la mise au point et la fabrication des vaccins contre le coronavirus. Le mécanisme soutient le déploiement des campagnes de vaccination, y compris la chaîne d'approvisionnement à température contrôlée nécessaire pour une distribution efficace des vaccins.

DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

> **“Cette crise est inédite en raison de la nature globale et simultanée de ses répercussions.”**

Une mission de solidarité

Près de 100 pays participants autofinancés apportent une contribution financière à COVAX et mettent en commun des ressources pour la mise au point et l'achat de vaccins. Parallèlement, 92 pays à revenu faible ou intermédiaire voient leur participation au modèle financée par les contributions de donateurs. Ce sont notamment des pays d'Afrique subsaharienne et du voisinage méridional de l'UE, où les vaccins seraient inabordables sans ces aides. « Il s'agit là d'une véritable mission de solidarité », déclare Anna Lynch, spécialiste des sciences de la vie à la Banque européenne d'investissement, qui a travaillé sur l'accord COVAX. « Si nous avons vu dans toute l'Europe se dresser des barrières pour empêcher la propagation du virus, il y avait parallèlement la volonté de contribuer à garantir un accès équitable aux vaccins. »

La moitié des pays à faible revenu et un quart des pays à revenu intermédiaire risquent d'être confrontés à des répercussions économiques graves liées à la pandémie de COVID-19. L'Organisation mondiale de la Santé estime qu'en raison de l'impact de la pandémie, 132 millions de personnes pourraient venir grossir les rangs de la population souffrant de la faim dans le monde.

« Cette crise est inédite en raison de la nature globale et simultanée de ses répercussions », affirme Debora Revoltella, directrice du département Analyses économiques de la BEI. « Presque tous les pays et régions du monde sont concernés. Pour la plupart de ces pays sinon tous, il s'agit de l'un des coups les plus sévères portés à la croissance qu'ils aient jamais enregistrés. »

Un accès aux vaccins pour les riches et les pauvres sur un pied d'égalité

Le vaccin est l'un des meilleurs outils pour contrer les conséquences de la pandémie sur la santé et l'économie.

COVAX finance la mise au point d'un éventail de vaccins potentiels. Le mécanisme appuie la fabrication de vaccins à grande échelle et négocie les prix des vaccins avec les fabricants. Les investissements de COVAX permettent aux fabricants d'accroître immédiatement leurs capacités de production et de lancer la fabrication alors même que le vaccin est en cours d'évaluation dans le cadre d'essais cliniques et n'a pas encore obtenu une autorisation. Si le vaccin est jugé efficace, ces doses seront immédiatement disponibles.

L'objectif de COVAX est de faire en sorte que tous les pays aient accès à des doses de vaccin sûr et efficace en suivant grosso modo le même calendrier accéléré, ce qui est essentiel pour maîtriser la pandémie et réduire ses incidences sur les économies, les collectivités, les individus, les échanges commerciaux et les voyages.

Au plus fort de la pandémie, COVAX vise à garantir des ressources et des approvisionnements suffisants pour fournir à toutes les économies des vaccins destinés à protéger les personnes les plus à risque : les personnels de santé et des services sociaux, les personnes âgées et les personnes présentant une pathologie sous-jacente. Les vaccins seront distribués à parts égales entre les économies autofinancées et les économies admissibles à la garantie de marché, sur la base d'un cadre équitable d'allocation mis en œuvre par l'OMS.

L'union fait la force

Selon Raffaele Cordiner, les services de la Banque européenne d'investissement ont travaillé « aussi vite qu'il était humainement possible » pour structurer et signer l'accord COVAX. « Une coopération et une diligence remarquables ont été mises en œuvre pour mettre fin à la phase aiguë de la pandémie et reconstruire les économies. »

Le prêt de la Banque européenne d'investissement est soutenu par une garantie de la Commission européenne au titre du Fonds européen pour le développement durable, qui promeut une politique volontariste d'aide au développement et soutient principalement des investissements dans le voisinage de l'UE et en Afrique. Ce prêt vient s'ajouter au soutien de l'Union européenne à hauteur de 100 millions d'euros en faveur du mécanisme COVAX.

Cette stratégie vaccinale à l'échelle mondiale favorisera la relance économique et sociale et réduira les risques de résurgence de la maladie. Le mécanisme COVAX montre bel et bien que l'union fait la force.

" L'Europe a mis au point un instrument financier innovant qui illustre le type de solidarité dont nous devons faire preuve à l'égard de nos semblables en ces temps difficiles. "

L'AUTRE MENACE INFECTIEUSE

Une entreprise biomédicale met au point un nouveau vaccin contre la tuberculose qu'elle juge essentiel pour les pays en développement

Cela fait 30 ans que la tuberculose a été déclarée urgence mondiale. Selon les estimations, un quart de la population mondiale est atteinte de cette maladie. Il s'agit d'un problème majeur dans les pays en développement, où la pauvreté et l'instabilité politique freinent les programmes de lutte contre la tuberculose. Mais le secteur des biotechnologies en majorité méconnaît cette maladie.

Ce n'est pas le cas de Leander Grode. « Je travaille sur la maladie infectieuse la plus meurtrière et donc la plus dangereuse au monde », explique-t-il.

Il est vital de mettre au point des vaccins contre la tuberculose plus sûrs et plus efficaces. Le principal vaccin utilisé aujourd'hui, le BCG, a près de 100 ans. En août, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 30 millions d'euros en faveur de Vakzine Projekt Management GmbH (VPM), la société qui emploie Leander Grode. Le prêt servira à financer la recherche à un stade avancé sur le VPM1002, le nouveau vaccin de l'entreprise destiné à prévenir la tuberculose chez les nourrissons.

> **" Il existe un réel déficit de financement dans le domaine de la recherche clinique sur les maladies infectieuses. "**

Des activités de recherche essentielles pour l'Afrique et la lutte contre le VIH

De nombreuses personnes à qui l'on administre le BCG finissent tout de même par contracter la tuberculose. VPM espère que son nouveau médicament apportera une meilleure protection. Le prêt de la BEI s'inscrit dans le cadre d'une opération plus large qui pourrait comprendre 15 millions d'euros pour la mise au point d'un médicament contre le VIH, le virus à l'origine du sida. En Afrique, la tuberculose est la maladie la plus fréquente chez les personnes ayant contracté le VIH. « Nous devons poursuivre la lutte contre des maladies comme la tuberculose », affirme Raffaele Cordiner, chargé de prêts à la Banque européenne d'investissement, qui a traité le dossier du financement de VPM. « Nous espérons amorcer bientôt la phase de transition de la pandémie de COVID-19, alors que la tuberculose existe depuis au moins 200 000 ans. »

La tuberculose et le coronavirus suivent le même mode de transmission d'une personne à l'autre : de minuscules gouttelettes sont libérées dans l'air par la toux et les éternuements. Tout comme le coronavirus, la tuberculose entraîne des problèmes majeurs au niveau des poumons si elle n'est pas traitée, mais elle peut aussi attaquer le cerveau, les reins et la colonne vertébrale.

Si vous pensez que le coronavirus est d'une intelligence insidieuse, vous devriez voir le mode opératoire de la tuberculose, affirme Sina Brückner, chargée de projet, qui travaille sur le nouveau vaccin de VPM. « La tuberculose est une maladie très intelligente, qui présente un degré élevé d'adaptation aux humains », explique-t-elle. « Elle est très difficile à combattre et peut entraîner de nombreux problèmes de santé. Les personnes atteintes ne peuvent pas s'alimenter, s'émacient et meurent de faim. Par rapport au coronavirus, la lutte contre la tuberculose est bien plus difficile. C'est sans commune mesure. »

Plus de financements pour les vaccins contre la tuberculose au bénéfice des pays en développement

Le financement est l'un des principaux obstacles aux nouveaux vaccins contre la tuberculose. Ce type de vaccin est utile principalement dans les pays en développement, de sorte qu'il n'est pas une grande source de revenus pour les sociétés pharmaceutiques, contrairement aux traitements contre le cancer dont les rendements sont plus élevés.

Raffaele Cordiner affirme que les entreprises comme VPM ont grandement besoin de l'aide financière de la Commission européenne ou de pays de l'Union européenne. Des mandats spéciaux permettront à la banque de l'UE de disposer de davantage d'outils et de financements pour appuyer des activités de recherche plus risquées ou des technologies n'ayant pas encore fait leurs preuves. Le prêt de la BEI en faveur du vaccin contre la tuberculose bénéficie du soutien de l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact, qui est appuyée par les États membres de l'UE et utilisée pour des projets de développement dans les régions les plus pauvres d'Afrique. Ce financement sous forme de capital-risque sera remboursé en fonction des essais et des performances du médicament sur le marché. En cas d'échec dans la mise au point du médicament, le prêt pourra être inscrit au compte de pertes et profits.

Médicaments abordables et vaccination de masse

« Il est vraiment important que nous financions des projets comme celui-ci », affirme Anna Lynch, spécialiste des sciences de la vie à la BEI. « Il y a un réel déficit de financement dans la recherche clinique sur les maladies infectieuses et les investissements dans les agents pathogènes à haut risque sont trop souvent le fruit d'une réponse à un événement. Nous espérons qu'à l'avenir, la charge mondiale de morbidité pourra exercer une influence active sur les financements. »

Vakzine Projekt Management est une filiale de Serum Institute of India, le plus grand fabricant de vaccins au monde. Le fondateur du groupe, Cyrus Poonawalla, a déclaré que son but était de rendre la médecine abordable pour les pays en développement et de vacciner le plus grand nombre de personnes.

« Serum Institute of India est une organisation tout à fait incroyable », s'enthousiasme Cristina Niculescu, une autre spécialiste des sciences de la vie à la Banque européenne d'investissement. « Elle est vraiment animée par une philosophie de philanthropie visant à rendre les vaccins abordables. »

Le nouveau médicament de VPM sera principalement destiné aux pays d'Afrique subsaharienne qui enregistrent de nombreux cas de tuberculose. Les essais cliniques se dérouleront en Ouganda, au Gabon, au Kenya, en Tanzanie et au Lesotho.

Leander Grode, directeur exécutif de VPM, estime que les perspectives semblent enfin plus favorables pour la recherche sur les vaccins contre la tuberculose et d'autres maladies infectieuses, et cela en partie grâce au coronavirus.

« Le coronavirus a changé la donne », explique-t-il. « On s'est rendu compte qu'on ne pouvait plus simplement attendre qu'une maladie apparaisse pour mettre au point de nouveaux traitements. L'avenir de l'humanité passe par l'amélioration de la vaccination. »

“ L'avenir de l'humanité passe par l'amélioration de la vaccination. ”

UN FROMAGE GÉORGIEN À LA SAVEUR SUISSE

Les agriculteurs géorgiens se forment dans une école d'agriculture suisse grâce à un prêt soutenu par l'UE

L'agriculture constitue un grand pan de l'identité nationale géorgienne. La moitié du territoire de la Géorgie est constituée de terres agricoles et presque 50 % de la population active travaillent dans le secteur agricole, dont près de la moitié sont de petits exploitants indépendants. Mais la productivité est faible et les agriculteurs sont souvent confrontés à la pauvreté. Pour renforcer les compétences dans le domaine agricole, un centre de formation professionnelle va ouvrir ses portes à Sarkineti, un village de montagne situé près de Dmanisi, à 120 km de la capitale Tbilissi. Il s'agit d'une collaboration avec une école d'agriculture suisse fondée de longue date. « Les conditions naturelles de Dmanisi sont proches de celles de la Suisse », affirme Tinatin Makharadze, directrice de l'école. « La région est vulnérable et ce projet permettra de lui redonner vie et de créer de nouvelles possibilités de revenus. »

L'école d'agriculture suisse du Caucase (*Swiss Agricultural School Caucasus*) proposera des formations de longue et courte durée dans les domaines de l'élevage bovin et de la production laitière, en collaboration avec l'école d'agriculture suisse Plantahof. Initiative privée à but non lucratif, cette école aura ses propres fromagerie et exploitation laitière, et sera financée par un prêt de la Banque de Géorgie, parallèlement à des subventions accordées par des partenaires suisses et géorgiens, l'Agence suisse pour le développement et la coopération et le programme des Nations unies pour le développement.

Renforcer la coopération avec un voisin de l'UE apprécié

La BEI a signé un accord de prêt de 50 millions d'euros avec la Banque de Géorgie en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI), qui a été partiellement décaissé en 2020. En décembre, la Banque a signé un prêt supplémentaire de 25 millions d'euros au titre des mesures d'urgence visant à faire face à la pandémie de COVID-19 dans le cadre de l'équipe d'Europe. La Banque de Géorgie rétrocède ensuite les fonds à des entités locales, dont l'école d'agriculture suisse du Caucase. Il s'agit du premier prêt que la banque de l'UE met à la disposition de la Banque de Géorgie en monnaie locale pour une partie de son montant, ce qui élimine le risque de change pour le bénéficiaire final. « Le prêt de la Banque européenne d'investissement a un effet immédiat sur le marché à court et long terme », déclare Levan Kobiashvili, chef de l'unité de financement à la Banque de Géorgie. « Nous avons ainsi pu en faire profiter les PME comptant parmi nos clients, qui représentent une part importante de notre portefeuille. »

Les subventions accordées par la Commission européenne dans le cadre de l'initiative Accord de libre-échange approfondi et complet (ALEAC) – Est ont rendu possible ce financement attrayant de la BEI en monnaie locale. « En Géorgie, les PME sont un élément essentiel de l'économie », explique Andreas Berkhoff, chargé de prêts à la BEI, qui a travaillé sur cet accord. « Nous démontrons que les PME profitent de la coopération entre la Géorgie et l'UE. Pour les soutenir, nous travaillons main dans la main avec la délégation de l'UE et la Commission européenne dans le cadre du Partenariat oriental. » Le soutien de l'UE aux PME des pays du Partenariat oriental relève de l'initiative EU4Business, dont le Groupe Banque européenne d'investissement est un partenaire clé.

LES ENFANTS DU NUMÉRIQUE

L'éducation numérique transforme les écoles serbes pour rendre le pays plus résilient sur le plan économique – et pour faire face à de futures pandémies comme celle de COVID-19

La pandémie a eu un impact considérable sur l'éducation, les fermetures d'écoles et d'universités ayant touché plus de 90 % de la population étudiante mondiale dans 194 pays. Les pouvoirs publics ont dû réagir rapidement et mettre en place un enseignement à distance. Nombre d'entre eux ont adopté des programmes d'apprentissage en ligne. Lorsque ce n'était pas possible, ils se sont tournés vers la télévision voire la radio.

Mais la crise a mis au jour la fracture numérique entre les pays et dans chacun d'eux. Elle a clairement montré la nécessité d'une transformation numérique du secteur de l'éducation à l'échelle mondiale. La Banque européenne d'investissement joue un rôle dans cette transformation.

En Serbie, avec l'aide de la banque de l'UE, toutes les écoles serbes vont passer au numérique avant la fin de 2021. La transformation numérique et la réforme de l'enseignement sont les deux priorités majeures des autorités serbes. La Banque européenne d'investissement a accordé un prêt de 65 millions d'euros pour la modernisation de l'infrastructure numérique et du matériel pédagogique numérique, ainsi que pour la formation des enseignants (avec l'aide de l'Unicef). Comme ce projet revêt une importance particulière, la Banque finance près de 60 % du coût total, qui s'élève à 111 millions d'euros. Une enveloppe supplémentaire de 4 millions d'euros appuiera l'assistance technique et les activités de conseil en 2021.

« La pandémie de COVID-19 et les restrictions sociales qu'elle a imposées ont entraîné de graves perturbations au niveau des systèmes et des processus éducatifs », déclare Isabelle Stoffel, chargée de prêts principale à la BEI, qui a travaillé sur l'accord. « Ces circonstances inédites ont montré que les établissements scolaires dotés d'une meilleure infrastructure numérique sont plus efficaces face aux situations d'urgence. En plus d'améliorer la résilience pour faire face aux crises à venir, cet investissement créera des conditions propices à l'employabilité des jeunes, au renforcement de la compétitivité et à la croissance de l'innovation dans le pays. »

Lorsque la Serbie s'est confinée en mars, l'enseignement est passé des salles de classe aux postes de télévision. Le ministère de l'éducation, des sciences et du développement technologique a commencé à diffuser des programmes éducatifs à destination des élèves du primaire et du secondaire sur les chaînes de la télévision publique nationale. Comme de nombreux autres pays, la Serbie a dû réagir rapidement et s'adapter à la « nouvelle normalité » en produisant du contenu adapté à différents niveaux scolaires.

La Serbie préparait toutefois depuis plusieurs années déjà du contenu éducatif numérique. « Avant même que ce projet voie le jour, les autorités avaient conçu un contenu d'apprentissage en ligne pour quatre niveaux d'enseignement élémentaire, ce qui s'est avéré extrêmement utile pendant le confinement », explique Milan Dobrijević, qui dirige le département de la stratégie numérique du ministère du commerce, du tourisme et des télécommunications et travaille sur le projet depuis sa création.

Puisque le projet porte sur l'amélioration de l'infrastructure numérique *et* du matériel pédagogique dans les écoles, il est mis en œuvre à la fois par les ministères serbes des télécommunications et de l'éducation. « D'ici la fin de l'année prochaine, plus de 1 800 établissements scolaires de grande dimension bénéficieront d'une couverture intégrale pour l'accès à internet sans fil à haut débit, tandis que les établissements éloignés seront connectés grâce au haut débit mobile », affirme Milan Dobrijević.

DES SOLUTIONS FACE AUX BESOINS DE DÉVELOPPEMENT

> **“ Il s’agit d’une étape déterminante dans le projet de la Serbie de devenir une économie numérique. ”**

Du matériel aux logiciels

« Outre l’amélioration de l’infrastructure numérique, le projet prévoit la formation d’enseignants à l’échelle nationale », explique Nihan Koseleci Blanchy, économiste spécialisée en éducation à la Banque européenne d’investissement. « Parallèlement, le ministère serbe de l’éducation élabore aussi des contenus et des manuels pédagogiques interactifs en ligne. »

In fine, cette formation permettra à environ 50 000 enseignants dans tout le pays d’améliorer leurs compétences numériques. « Il s’agit d’une étape déterminante dans le projet de la Serbie de devenir une économie numérique », explique-t-elle.

La Serbie est consciente du rôle que l’éducation joue dans sa transformation numérique. Selon Eurostat, le niveau des compétences numériques individuelles en Serbie est passé de 32 % en 2015 à 46 % en 2019. En 2018, on comptait 2 000 salles de classe numériques dans toute la Serbie. Un an plus tard, ce chiffre dépassait les 10 000. Et à partir de cette année scolaire, l’informatique deviendra obligatoire pour les élèves de première année, tandis qu’un cours de programmation sera introduit en troisième année. « Tous ces programmes contribueront à rendre le système éducatif serbe plus résistant, ce qui assurera le développement de compétences qui favorisent de nouvelles idées et technologies », affirme Nihan Koseleci Blanchy.

Un pays bien préparé

En Croatie, les écoliers ont également profité des avantages d’une bonne planification numérique. Il y a plusieurs années, le pays a lancé un programme de transformation numérique des écoles afin de fournir un enseignement de qualité qui tire parti des outils numériques les plus récents en matière d’enseignement et d’apprentissage. Il prévoyait de nouvelles offres de contenu en ligne, de logiciels, de formation pour les enseignants et le personnel scolaire et l’installation de nouveaux équipements.

Ce programme national de transformation numérique a débuté par un projet pilote de 2015 à 2018 concernant plus de 150 écoles, soit 10 % des établissements scolaires du pays. La deuxième phase, qui s’est achevée en 2019, couvrait les autres établissements. L’ensemble du programme a permis aux élèves de plus de 1 300 établissements scolaires d’être plus à l’aise avec le travail et l’apprentissage en ligne.

Élaborée avec le soutien de l’Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (Jaspers), cette initiative est appuyée par la Commission européenne et la BEI. Jaspers aide les régions et les villes à améliorer l’utilisation qu’elles font des ressources de l’UE. Jaspers a accompagné la Croatie dans la préparation de l’ensemble du programme. Les conseils ont notamment porté sur la manière dont l’intégration des technologies de l’information dans le système éducatif aide les enfants, encourage l’apprentissage tout au long de la vie et favorise le développement économique et social du pays.

Lorsque le confinement a été décrété en 2020, le programme de transformation numérique et d’autres mesures éducatives déjà en place ont permis de faciliter la transition vers l’enseignement à la maison en Croatie. Les élèves du primaire et du secondaire ont pu poursuivre leurs études en ligne sans interruption quand les établissements scolaires ont fermé leurs portes à la mi-mars.

L'ORIGINE DES FONDS DE LA BEI

En 2020, la Banque européenne d'investissement, première institution financière multilatérale au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts, a levé 70 milliards d'euros sur les marchés internationaux des capitaux. Les émissions de la Banque touchent des investisseurs qui ne s'engageraient habituellement pas en Europe, mais qui contribuent indirectement à des projets européens en souscrivant les obligations de la BEI.

La Banque a émis des obligations dans 19 monnaies, la majorité des fonds ayant été levés dans les grandes monnaies que sont l'euro, le dollar des États-Unis et la livre sterling. La diversité des sources et des durées confère de la souplesse à la stratégie de la Banque en matière de collecte de ressources. Le recours à de multiples devises permet également à la BEI d'accéder à des monnaies locales pour ses décaissements.

LA BEI SUR LES MARCHÉS

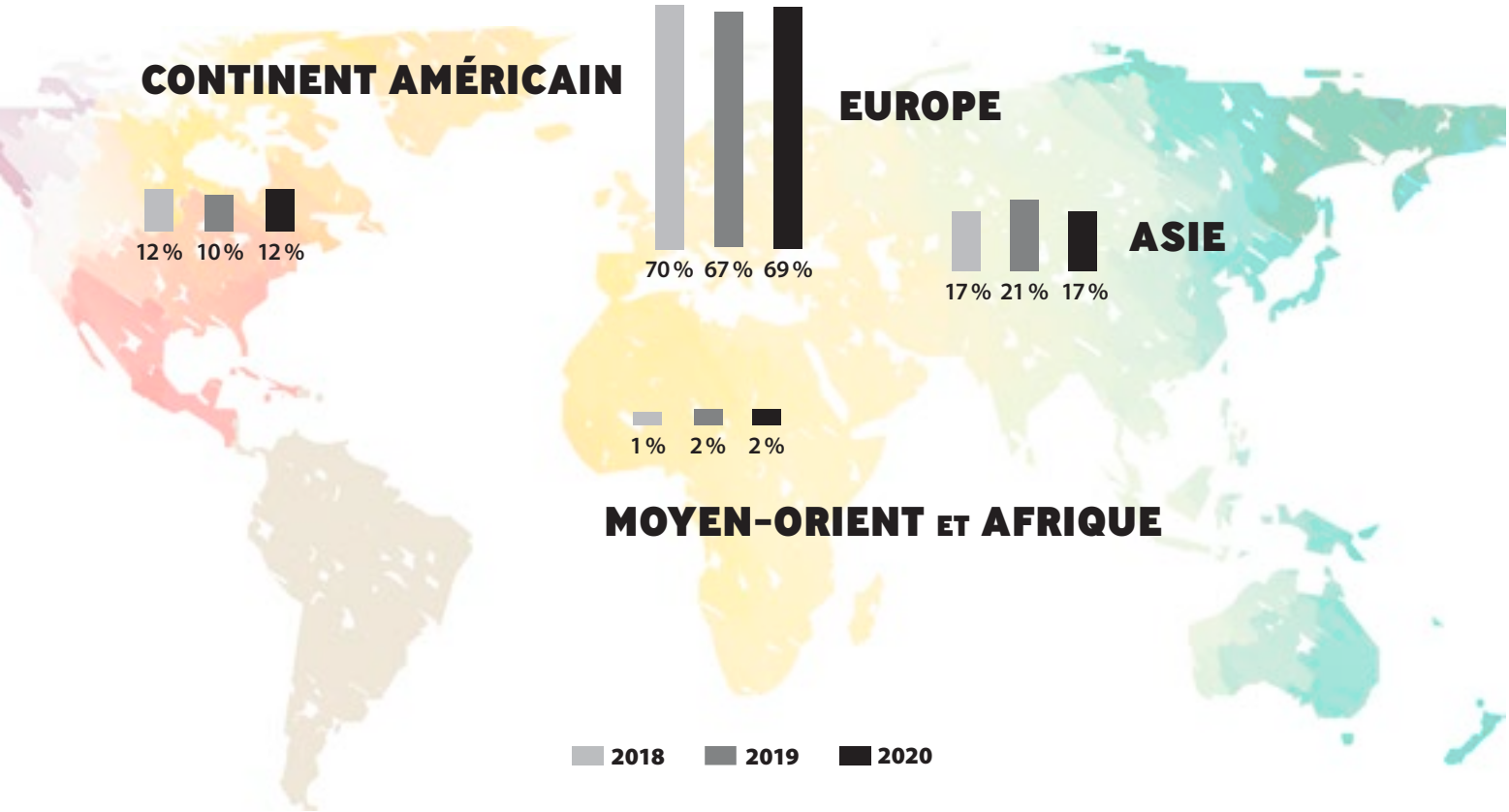
La pandémie a mis à rude épreuve la santé publique et l'économie, ainsi que le fonctionnement des institutions et marchés financiers. En mars, lorsque la BEI a émis la première obligation de référence supranationale depuis le début de la pandémie, elle a montré la voie au marché. Nous voulions faire la preuve de notre flexibilité en nous adaptant à un contexte difficile et changeant, tout en mettant l'accent sur la riposte rapide de la BEI dans les domaines où un soutien était immédiatement nécessaire, déclare **Eila Kreivi, directrice du département Marchés des capitaux de la BEI.**

Pendant plus d'un semestre, les transactions ont été menées à bien par le personnel en télétravail ; la Banque, les chefs de file et les investisseurs qui ont pris part aux opérations ont démontré leur volonté de travailler ensemble à distance, dans des conditions de marché incertaines.

Les mesures d'intervention face à la pandémie n'ont pas eu d'incidences importantes sur la taille du programme de collecte de ressources de la BEI dont l'intervention reposait principalement sur des instruments assortis de garanties.

ÉMISSIONS PAR MONNAIES

EUR



Cette année a été marquée par une évolution positive, avec l'accroissement des financements en faveur d'objectifs sociaux. Au vu de la hausse des volumes d'émissions d'obligations sociales en particulier, nous pouvons affirmer haut et fort que le volet social de la finance progresse à pas de géant. La finance sociale ne se situe plus loin derrière la finance verte.

La BEI a également joué un rôle à cet égard. Dès le mois d'avril, elle a élargi les critères d'admissibilité de ses obligations pour le développement durable (OpDD), attirant l'attention sur ses mesures d'urgence dans le domaine de la santé. Le cadre des OpDD, qui a vu le jour en 2018 et était alors centré sur les projets relatifs à l'eau, a été élargi fin 2019 au domaine de la santé. Les OpDD s'appuient sur le savoir-faire acquis via les émissions d'obligations climatiquement responsables (OCR), la BEI ayant été la première à élaborer un document-cadre applicable aux obligations vertes en 2007. Les critères d'admissibilité des OpDD reflètent le large éventail des financements de la BEI visant à lutter contre la pandémie et ses répercussions, dans le cadre d'une vaste riposte sanitaire et économique à l'échelle nationale et internationale, ainsi que de futurs plans de préparation.

Nous avons intégré des critères d'examen technique alignés sur la taxinomie européenne de la durabilité. Cette intégration est particulièrement pertinente à ce stade pour les OCR, dont le champ d'admissibilité recouvrait jusqu'à présent l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Les critères d'admissibilité des OCR ont été étendus, dans le droit fil de la taxinomie de l'UE, à deux domaines supplémentaires contribuant à l'atténuation des changements climatiques : la recherche, la mise au point et le déploiement de technologies innovantes à faible intensité de carbone d'une part, et les infrastructures ferroviaires et le matériel roulant électriques ainsi que les bus électriques d'autre part.

USD	GBP	AUTRES
32,27 %	10,56 %	10,03 %

FAITS MARQUANTS DU PLAN D'ACTIVITÉ DU GROUPE

La pandémie s'accompagne d'une forte incertitude à l'échelle de la planète. La crise a provoqué des ondes de choc dans toute l'économie et radicalement transformé les opérations du Groupe BEI. Néanmoins, **le Groupe Banque européenne d'investissement est résolu à accroître son soutien à la reprise.**

Nous augmenterons les financements en faveur du climat et de l'environnement. La nouvelle Feuille de route du Groupe BEI dans son rôle de banque du climat décrit comment nous nous y prendrons pour réaliser nos objectifs de 2021 à 2025. La lutte contre les changements climatiques représente l'un des enjeux majeurs de notre époque.

Nous continuerons à promouvoir la cohésion entre les pays de l'Union européenne. De nombreuses différences structurelles subsistent entre les États membres et sont devenues particulièrement visibles durant la pandémie de COVID-19, certaines régions étant plus durement touchées que d'autres. Nous sommes attachés au mécanisme pour une transition juste établi par la Commission européenne. En aidant les régions fortement tributaires des combustibles fossiles, nous ferons en sorte que les populations ne soient pas laissées de côté à la suite des mutations industrielles et des pertes d'emplois.

Le Groupe BEI soutiendra la transformation technologique des entreprises, en stimulant l'innovation, en rendant les entreprises plus efficaces et en améliorant les services. Nous aiderons les entreprises à accélérer leur transformation numérique afin d'accroître leur résilience et leur productivité. Il y a un important déficit d'investissement dans l'innovation et la transition numérique en Europe, ce qui pèse sur la croissance économique et la compétitivité de l'Union européenne à l'échelle mondiale.

Nous travaillerons d'arrache-pied à la mise en œuvre des mandats de l'UE dans le nouveau cadre financier pluriannuel et coopérerons avec les États membres et la Commission européenne pour appuyer l'instrument de relance économique Next Generation EU. C'est ainsi que nous soutiendrons la reprise qui interviendra après la crise et que nous renforcerons les bases d'une croissance durable à long terme axée sur les priorités de l'Union européenne que sont l'action pour le climat, les technologies numériques et la cohésion.

Les financements en dehors de l'Union européenne resteront d'un volume comparable à celui des dernières années. Nous ciblerons la riposte à la pandémie de COVID-19, les petites entreprises et d'autres investissements qui stimulent la reprise économique et luttent contre les changements climatiques. Nous soutiendrons davantage de projets destinés à aider les pays en développement à répondre aux besoins croissants en matière de soins de santé et à renforcer les économies pour faire face à de nouvelles crises.

Les activités du Fonds européen d'investissement (FEI) augmenteront considérablement en 2021, principalement en raison de son rôle clé dans le Fonds de garantie paneuropéen (EGF) et d'autres mesures adoptées en réponse à la crise liée à la pandémie de COVID-19. En 2021, le FEI prendra en charge l'activité des fonds de la BEI axés sur le climat et les infrastructures.

Les activités du nouveau Fonds de garantie européen constituent un additif aux financements présentés dans notre Plan d'activité. L'EGF contribuera à fournir une assistance supplémentaire aux entreprises de toutes tailles, à répondre aux besoins dans le domaine de la santé et à soutenir la recherche médicale.

La gouvernance à l'échelle du Groupe sera renforcée par un nouveau programme consacré à la conformité et au risque et supervisé par Román Escolano, qui a été nommé chef de la gestion des risques Groupe en 2020. Les compétences du Comité de vérification du Groupe BEI sont également renforcées. La gouvernance du Groupe recouvre les règles et les procédures mises en œuvre pour assurer la gestion de la Banque.

Le Groupe BEI mettra à profit les enseignements tirés de la crise pour réfléchir à la manière de forger de nouvelles façons de travailler et d'accomplir la mission qui est la sienne. Bon nombre d'employés ont recours au télétravail pendant la pandémie.

La version complète du Plan d'activité 2021 peut être consultée à l'adresse www.eib.org/en/publications

GOUVERNANCE

La BEI est à la fois un organe de l'UE, responsable devant les États membres, et une banque qui se conforme aux meilleures pratiques bancaires applicables en matière de prise de décision, de gestion et de contrôle.

Au début de 2020, le **Conseil des gouverneurs** se composait des ministres désignés par chacun des 28 États membres de l'époque, généralement les ministres des finances (avec le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020, ce nombre est tombé à 27). Les gouverneurs définissent les orientations de la politique de crédit de la Banque et, une fois par an, approuvent les comptes annuels. Ils décident des augmentations de capital et de la participation de la BEI à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union européenne. Par ailleurs, ils nomment les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification. En 2019, le Conseil des gouverneurs de la BEI a convenu à l'unanimité que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne n'aurait aucune incidence sur la solide assise de capital souscrit de la BEI. Les quotes-parts du capital de la BEI souscrites par la Pologne et la Roumanie ont augmenté au 1er mars 2020, dotant la Banque d'un capital supérieur à celui dont elle disposait avant le Brexit.

Le Conseil d'administration prend les décisions relatives aux prêts, aux programmes d'emprunt et aux autres questions de financement. Il se réunit dix fois par an pour veiller à la bonne administration de la Banque dans le respect des traités de l'UE, des statuts propres de la BEI et des orientations générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Avec effet au 1er février 2020, il se compose désormais de 28 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des États membres et par la Commission européenne. Il compte également 31 administrateurs suppléants. Afin d'élargir les compétences professionnelles disponibles au sein du Conseil d'administration, ce dernier peut coopter six experts qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire stipulée dans les statuts, les décisions sont prises à une majorité représentant au moins 50 % du capital souscrit par les États membres et au moins un tiers des membres ayant droit de vote. Le Conseil d'administration est présidé par le président de la Banque, sans droit de vote.

Le Comité de direction est l'organe décisionnel résident de la Banque. Il assure la gestion des affaires courantes de la BEI et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il assure ensuite l'exécution. Il se réunit une fois par semaine. Le Comité de direction travaille sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration. Ses huit autres membres sont les vice-présidents de la BEI. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans au maximum et ne sont responsables que devant la Banque.

La Banque est dotée d'un **Comité de vérification** indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs. Il est chargé d'auditer les comptes de la BEI et de vérifier que ses activités sont conformes aux meilleures pratiques bancaires. Les déclarations du Comité de vérification sont communiquées au Conseil des gouverneurs en même temps que le rapport annuel du Conseil d'administration. Le Comité de vérification est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs.

ET MAINTENANT ?

LES ANTICIPATIONS D'EXPERTS DE LA BEI POUR LEUR SECTEUR OU LEUR MARCHÉ EN 2021

Les investissements durables sont les seuls investissements productifs dans notre économie. La riposte de la BEI à la pandémie passe non seulement par la mise à disposition de ressources financières, mais aussi par un engagement ferme en faveur de leur utilisation durable. La responsabilisation constitue un pilier, et la Banque entend procéder au suivi de ses financements verts conformément au règlement établissant une taxinomie européenne, le cadre établi par l'Union européenne en 2020 pour faciliter les investissements durables. Nous accompagnons ce processus en cours sur les marchés des capitaux lorsque nous émettons des obligations pour le climat et le développement durable, dont les produits sont exclusivement affectés à des investissements d'importance écologique ou sociale. En 2020, le volume d'émission de ces obligations s'est élevé à plus de 10 milliards d'euros, soit 15 % du programme total de collecte de ressources de la Banque, contre 7 % en 2019. En 2021, l'admissibilité devrait être étendue à la biodiversité et au logement social et intermédiaire.

Aldo Romani, responsable des émissions d'emprunts pour le financement du développement durable, direction des finances

Les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui sont une des pierres angulaires d'une société saine, ont résisté à la pandémie. La Banque a su accompagner les clients confrontés à des difficultés à court terme en raison de mesures de confinement et de perturbations du commerce, et l'activité dans ce secteur a même augmenté légèrement en 2020. Cette persévérance met en évidence la nature tournée vers l'avenir du secteur. Nous devrions continuer à jouer un rôle important en tant que partenaire du secteur au cours des années à venir.

Thomas van Gilst, chef de la division Sécurité et résilience de l'eau, direction des projets

Nous avons entrepris une révision des normes environnementales et sociales de la BEI, qui s'achèvera en 2021. Notre approche visant à respecter la réglementation et à ne pas causer de préjudice évolue vers une contribution positive à la durabilité environnementale. En ce qui concerne la biodiversité, nous avons désormais pour objectif de générer un impact positif net dans nos projets. En inversant la perte de biodiversité dans les projets financés par la Banque, nous espérons contribuer à prévenir la propagation d'agents pathogènes comme le coronavirus à l'avenir. Pour pouvoir rendre compte de la concrétisation de cette ambition, nous avons mis au point un système de suivi de tous les investissements ayant trait à l'environnement pour l'ensemble des activités de financement de la Banque. Cet outil éclairera et guidera l'élaboration d'un système de suivi des financements à l'appui de l'environnement dans le cadre de la plateforme européenne sur la finance durable en 2021 et contribuera ainsi à définir les investissements verts dans l'ensemble de l'Union européenne.

Adina Relicovschi, cheffe de l'unité Politique environnementale, direction des projets

Hors d'Europe, nous voyons se dessiner dans le cadre de la transition énergétique une dynamique en faveur de nouvelles opérations de panachage de ressources avec d'importants partenaires, tels que la Commission européenne, la communauté du financement du développement et les investisseurs privés, afin d'alimenter les populations en énergie et en chaleur propres. La voie de l'investissement d'impact est difficile et passera par un engagement et une coopération sans faille à l'échelle de la Banque.

Dirk Roos, chef de la division Programmes de transition énergétique, direction des projets

Je pense que l'attention se portera nettement plus sur les technologies et la transformation numériques, l'idée étant de fournir aux petites entreprises l'aide technique et innovante dont elles ont besoin. Les pôles d'innovation numériques joueront à cet égard un rôle important. Nous devons aider davantage les entrepreneurs et les petites entreprises à développer leurs idées, à poursuivre leur croissance et à commercialiser de nouveaux produits. Le potentiel des évolutions industrielles est important dans les emballages d'origine biologique, les produits biodégradables, les vêtements recyclés et l'économie circulaire. Ces changements seront en grande partie dictés par les consommateurs et aboutiront à des produits plus durables et générant moins de déchets. Une plus grande attention devrait aussi être accordée à l'hydrogène en tant qu'élément important de notre nouveau système énergétique et de la trajectoire de décarbonation de nos industries lourdes. La pandémie nous fait prendre conscience du rôle essentiel de l'innovation et des solutions numériques – chaîne de blocs, mégadonnées, espace voire technologies quantiques – pour permettre aux entreprises et à la société dans son ensemble de faire face aux crises sanitaire et climatique. La BEI dispose là d'une occasion unique de contribuer à la mobilisation d'investissements dans ces domaines d'une importance cruciale.

Shiva Dustdar, cheffe de la division Conseils financiers en innovation, direction des opérations

Face à la crise due à la pandémie de COVID-19 qui nous a secoués, les services de conseil de la BEI se sont rapidement mobilisés pour aider les clients à appréhender les conditions exceptionnelles et à s'y adapter. Ce soutien s'est décliné sous la forme de conseils sur la manière d'optimiser et de combiner les ressources de l'UE disponibles pour faire face aux répercussions de la crise, d'une aide à la redéfinition des priorités d'investissement et même d'une contribution à la réserve de candidats-vaccins. Pour les prochaines années, les services de conseil joueront un rôle décisif pour accélérer les investissements d'avenir axés sur les transitions verte et numérique, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union européenne. Il est essentiel d'assurer la qualité des projets d'investissement, mais nous estimons que les services de conseil de la BEI joueront aussi un rôle accru dans la compréhension des tendances stratégiques et des points de convergence entre elles, dans l'identification des lacunes et des possibilités qui se font jour et dans l'élaboration de solutions concrètes aux défis à venir.

Simon Barnes, directeur des Services de conseil, direction des opérations

La BEI a fourni un soutien immédiat à ses clients en Europe centrale et du Sud-Est en accélérant les décaissements et en mettant à disposition dans toute la région un mécanisme d'intervention COVID-19 spécifique doté d'un budget de 1 milliard d'euros. Bien que la région ait été en mesure de gérer relativement bien la première vague de contamination liée à la pandémie de COVID-19, elle a été durement touchée par la deuxième vague à l'automne 2020, et nous prévoyons de poursuivre notre activité de prêt dans ce domaine durant une grande partie de l'année 2021.

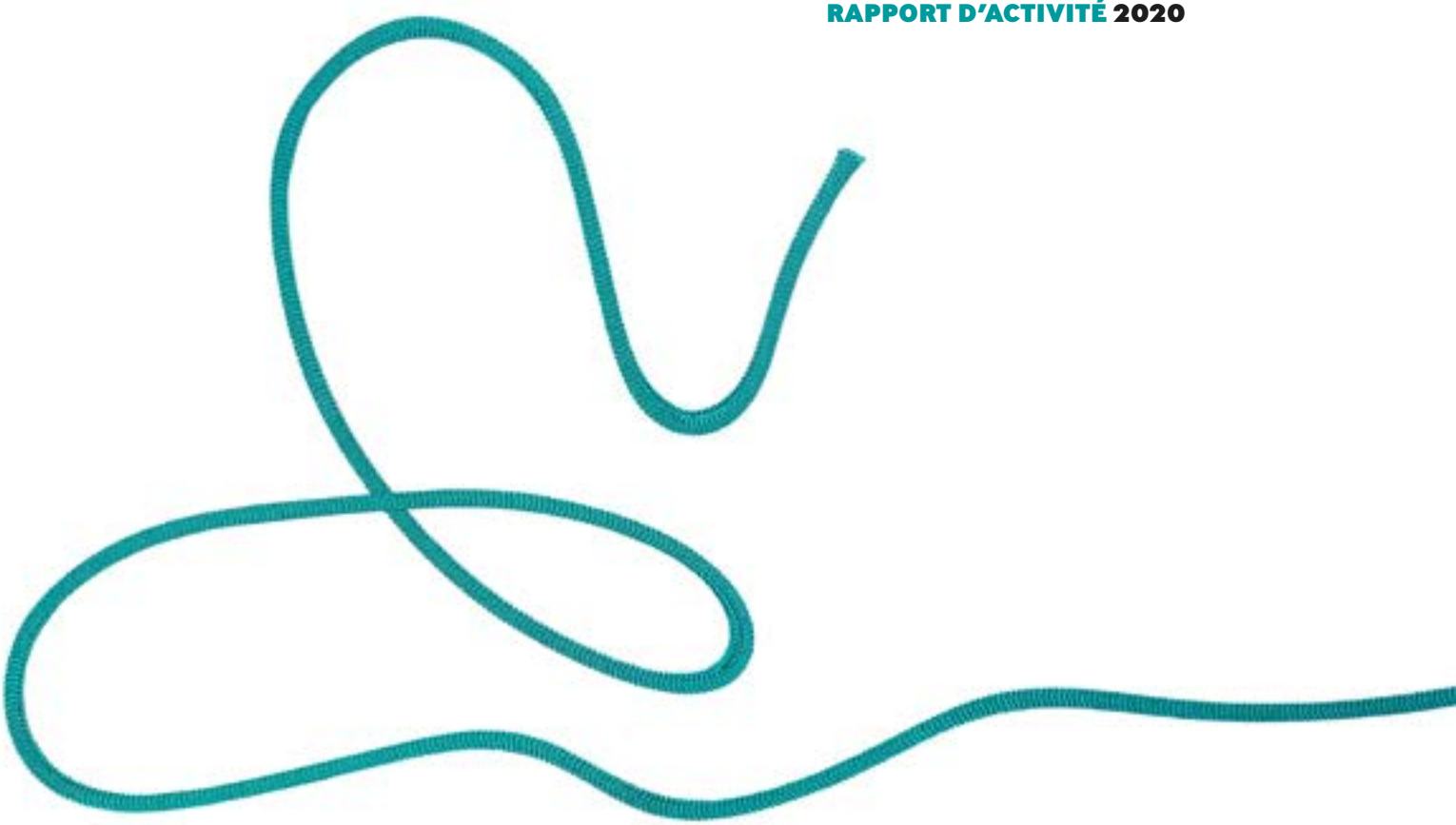
Anita Fürstenberg, directrice du département Europe centrale et sud-orientale, direction des opérations

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES FINANCEMENTS DU GROUPE BEI EN RÉPONSE À LA CRISE LIÉE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 :

www.eib.org/covid-19

DES SOLUTIONS FACE À LA CRISE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020



Groupe
Banque européenne
d'investissement

Le Groupe BEI est constitué
de la Banque européenne d'investissement
et du Fonds européen d'investissement.

print: ISBN 978-92-861-4893-4
pdf: ISBN 978-92-861-4868-2

FR 03/2021